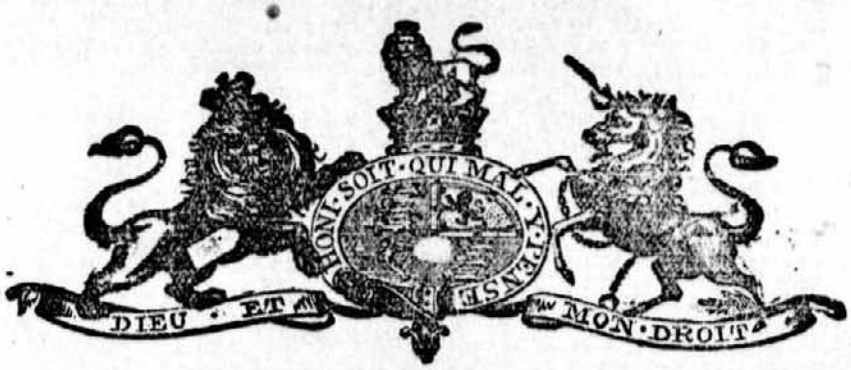

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, VENDREDI, 5 JANVIER 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi e jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3441

Proclamation

Canada
Province de Québec } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de JANVIER mil neuf cent—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au VINGT-CINQUIEME jour du mois de JANVIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 5th JANUARY, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3442

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. } L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of the month of JANUARY, one thousand nine hundred—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIFTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue

118408

nouveau au DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre dite cité de Québec, le dit VINGT-CINQUEME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
4717 Québec.

the same to the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY next, so that neither you nor any of you, on the said TWENTY-FIFTH day of the month of JANUARY next, at our City of Quebec, to appear are to beheld and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-THIRD day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
4718 Quebec.

Avis du Gouvernement

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 27 décembre 1899.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre, après le premier jour de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois de février, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le quinzième jour du dit mois.

L. G. DESJARDINS,
4739-2 Greffier de l'Assemblée législative.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVES.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précedente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des

Government Notice

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 27th December, 1899.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the first day of February next ; that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month of February ; that no report of any standing or select committee upon a private bill, shall be received after the fifteenth day of said month.

L. G. DESJARDINS,
4740 Clerk of the Legislative Assembly.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed

journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.
JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. *(c)* Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

Ordre permanent.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

EDOUARD J. LANGEVIN,
4021 Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant

"Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.
JNO. G. BOURINOT,
4024 Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. *(c)* When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

Standing Order.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

EDOUARD J. LANGEVIN,
4(Clerk of the Senate

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtain from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the

connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Résolu,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,
4025 Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les reglements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d autres individus, ou se rapportant a une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved,—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,
4026 Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la regle précédente, et de la même maniere donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilege, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers de la couronne constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de $200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3437 G. C. L.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dementions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individed advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the publi ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in frencl. and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant hall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3438 C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu apres expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be receive after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properley the subject of legislation by the Legislature of Quebec

dépendant de la législature de Québec, d'après l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d un tramway, d'un chemin a barrieres ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l amélioration d un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité ; soit pour le prélevement d une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d un canton ou d une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder a un ou a des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant a une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé an nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officiel e de Quebec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l avis exigé par la regle précédente, indiquer les péages qu elles se proposent d'exiger, l étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui créant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi $2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction e la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l impression par l entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de a Chambre une somme de $200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents

within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegra ph or Telephon Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other lik work : the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment : the division of any Municipality, or of any County for purposes other than tha of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculia rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affec the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except n the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Officia Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar new paper published in an anjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of he privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bil giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english of french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also $2 per page of printer matter for the translat on and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant

piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

" Les bills pour incorporer ces villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette regle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. "

" Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

" Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS
3439 Greffier de l'Assemblée Législative.

shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(*a*) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,
3440 Clerk of the Legislative Assembly

ERRATUM.

A la page 2210, de la "Gazette Officielle" du 9 décembre 1899, dans l'avis réorganisant la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes de Saint-André, comté d'Argenteuil, au lieu de Alexis Robillard, jr., lisez, Alexis Robillard, sr. 5

ERRATUM.

On page, 2210, of the "Official Gazette" of the 9th of December, 1899, in the notice reorganizing the court of commissioners for the summary trial of small causes of Saint Andrews, county of Argenteuil, instead of Alexis Robillard, jr., read, Alexis Robillard, sr. 6

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un bill privé afin d'auto-

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that a demand will be made to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill to authorize the

riser le " Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal," entre autres choses :

1° A émettre des obligations ou débentures pour une somme additionnelle de cent mille piastres, dont vingt-cinq mille piastres pour consolider la dette flottante et soixante-quinze mille piastres pour construire de nouvelles écoles ;

2° A fixer le taux de la rétribution mensuelle dans les écoles sous son contrôle.

U. E. ARCHAMBAULT,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 29 décembre 1899. 1

AVIS

Avis est par le présent donné que Nazaire Dubois, écuier, maire, de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, dûment autorisé par le conseil municipal de la dite paroisse, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill autorisant la dite corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, à fermer les ponts " Roy " et " Guay et Lemieux ", situés en la dite paroisse, ainsi que les chemins y conduisant, pour construire un nouveau pont, autant que possible, au centre entre la route Saint-André et la route neuve, les travaux du dit pont devant être commencés dans les deux ans à partir du 1er janvier 1900.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,
Procureurs du requérant.

Québec, 2 janvier 1900. 41

AVIS PUBLIC

Est donné que la corporation de la paroisse de Beauport, comté de Québec, s'adressera à la législature provinciale à sa prochaine session, pour faire ratifier et légaliser un règlement exemptant de taxes municipales la compagnie " The Montmorency Cotton Mills Company, Limited," le dit règlement en date du 22 décembre 1899.

J. E. BEDARD,
Procureur de la requérante.

Québec, 23 décembre 1899. 4727-2

La Compagnie du Conservatoire de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains changements à son acte d'incorporation concernant son nom corporatif, son fonds-capital, ses obligations, la garantie des dites obligations, l'objet de ses opérations et autres fins.

LAMOTHE & TRUDEL,
Avocats de la requérante.

Montréal, 26 décembre 1899. 4783-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte pour diviser le bureau d'enregistrement du comté de Nicolet, en deux subdivisions, dont l'une aura son siège d'affaires dans la ville de Nicolet, et l'autre à Becancour.

NARCISSE TRAHAN,

Nicolet, 25 décembre 1899. 4771-2

La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville donne avis qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, elle demandera un bill pour faire à sa charte divers amendements, et entre autres pour lui permettre, à son choix, de construire sa voie de chemin de fer entre la paroisse de Saint-Constant et la paroisse de Lacolle, ou Rouses' Point, ou suivre le tracé actuel.

Saint-Jean, 21 décembre 1899. 4713-3

" Board of commissioners of roman catholic schools of the city of Montreal," among other things :

1. To issue obligations or debentures for a sum additional of one hundred thousand dollars, of which twenty-five thousand dollars are to consolidate the floating debt and seventy-five thousand dollars to construct new school houses ;

2. To fix the rate of the monthly fee in the schools under the control of the board.

U. E. ARCHAMBAULT,
Secretary-treasurer.

Montreal, 29th December, 1899. 2

NOTICE

Notice is hereby given that Nazaire Dubois, esquire, mayor, of the parish of Saint Etienne of Lauzon, county of Levis, duly authorized by the municipal council of said parish, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill to authorize the said corporation of the parish of Saint Etienne of Lauzon, to close the bridges " Roy " and " Guay and Lemieux ", situated in the said parish, and also the roads leading to such bridges, to built a new bridge, as far as possible, in the center between the route Saint André and the new route, the works to begin in the two years following the 1st of January, 1900.

MONTAMBAULT, LANGELIER
& VACHON,
Attorneys of petitioner.

Quebec, 2nd January, 1900. 42

PUBLIC NOTICE

Is given that the corporation of the parish of Beauport, county of Quebec, will apply to the provincial legislature, at its next session, to have a by-law exempting from municipal taxes The Montmorency Cotton Mills Company, Limited, confirmed and legalized, said by-law dated the 22nd December, 1899.

J. E. BEDARD,
Attorney for the petitioner.

Quebec, 23rd December, 1899. 4728

" La Compagnie du Conservatoire de Montréal " will apply to the Quebec legislature, at its next session, ask for certain changes to its charter of incorporation, its capital stock, its obligations, the security of the said obligations, the object of its operations and other ends.

LAMOTHE & TRUDEL.
Attorneys for petitioner.

Montreal, 26th December, 1899. 4784

NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to divide the registry office of the county of Nicolet, in two subdivisions, one of which will have its seat of business in the town of Nicolet, and the other at Becancour.

NARCISSE TRAHAN,

Nicolet, 23rd December, 1899. 4772

The Napierville Junction Railway Company, at the next session of the legislature of Quebec, will applied for a bill making some amendements to its charter, and amongst them, giving the company the option to construct its road between a point in the parish of Saint Constant, and a point in the parish of Lacolle, or at or near Rouses' Point, or to follow the actual locatisation.

Saint Jean, 21st December, 1899. 4714

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un acte incorporant "La Compagnie de Téléphone de Métis," dans le but d'établir des lignes de communication par le téléphone dans la province de Québec, avec tous les pouvoirs nécessaires et ordinaires accordés aux compagnies incorporées pour ces fins.

LOUIS G. DEMERS,
Procureur des requérants.
Québec, 7 décembre, 1899. 4465-5

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant Frederick C. Henshaw, tuteur de Freda Maud Henshaw, son enfant mineur, à souscrire ou acquérir des parts dans le capital social de la Compagnie John McDougall, Caledonian Iron Works (Limitée), maintenant en voie d'incorporation ; à vendre à la dite compagnie sa part indivise dans les meubles et immeubles de la succession de feu John McDougall, que cette compagnie désirera acquérir pour les fins de son industrie,

BROSSEAU, LAJOIE & LACOSTE,
Solliciteurs de l'applicant.
Montréal, 20 décembre 1899. 4665-3

Avis est par le présent donné que l'honorable Sir William H. Hingston, M. D., K. C. M. G., sénateur ; Francis B. McNamee, entrepreneur ; Charles F. Smith, marchand ; l'honorable James O'Brien, sénateur ; l'honorable James J. Guerin, M. D., membre du cabinet provincial ; l'honorable J. D. Rolland, conseiller législatif ; Henry J. Kavanagh, avocat, conseil de la Reine ; F. J. Hackett, médecin ; Edward J. C. Kennedy, médecin ; Allan R. Macdonnell, entrepreneur de chemin de fer ; Patrick Wright, marchand ; Hermisdas Laporte, marchand ; Thomas Harling, agent de vaisseaux à vapeur ; R. Wilson Smith, agent financier ; Robert Bickerdike, M. A. L., agent maritime ; John Foley, manufacturier ; P. S. Doyle, marchand ; Thomas Kinsella, marchand ; Terence F. Moore, marchand ; Thomas Rodgers, entrepreneur, et John Connor, manufacturier, tous de la cité de Montréal, formant, avec autres personnes, depuis un certain temps, l'Association connue sous le nom de The Catholic Sailor's Club", pour le bénéfice et le bien être des marins temporairement dans le hâvre de Montréal, et dans le but de fournir aux dits marins un endroit de refuge convenable, et pour objets semblables, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte afin de les incorporer sous le même nom et dans les buts susdits, et pour donner à la corporation proposée le pouvoir de ester en justice, faire des contrats, acquérir des meubles et immeubles, faire et amender des règlements, et en général tous tels pouvoirs qui peuvent être nécessaires ou utiles pour atteindre les objets et les fins de la dite corporation.

JUDAH, BRANCHAUD & KAVANAGH,
Procureurs des requérants.
Montréal, 20 décembre 1899. 4667-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'incorporer une compagnie sous le nom de The Transit Insurance Company, dans le but de s'enquérir des pertes ou dommages causés par le feu, accident ou autrement, du bagage des voyageurs et touristes soit en transit ou soit dans les stations, hangars à fret, quais, hôtels ou entrepôts en Canada ou ailleurs ; aussi afin d'assurer contre les accidents personnels des voyageurs par chemin de fer ou par eau en Caneda ou

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an act to incorporate "The Metis Telephone Company" for the purpose of establishing lines of communication by telephone in the province of Quebec, with all the necessary powers usually granted to companies incorporated for such purposes.

LOUIS G. DEMERS,
Solicitor for applicant.
Quebec, 7th December, 1899. 4466

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing Frederick C. Henshaw, tutor to Freda Maud Henshaw, his minor child, to subscribe or acquire shares in the capital fund of The John McDougall Caledonian Iron Works Company (Limited), now in course of incorporation ; to sell to said company her undivided share of the movables and immovables in the estate of the late John McDougall, which said company may desire to acquire for the purpose of its industry.

BROSSEAU, LAJOIE & LACOSTE,
Solicitors for applicant.
Montreal, 20th December, 1899. 4666

Notice is hereby given that the Honorable Sir William H. Hingston, M. D., K. C. M.G., senator; Francis B. McNamee, contractor ; Charles F. Smith, merchant ; the Honorable James O'Brien, senator ; the Honorable James J. Guerin, M. D., member of the provincial cabinet ; the Honorable J. D. Rolland, legislative councillor ; Henry J. Kavanagh, advocate, Queen's counsel ; F. J. Hackett, physician ; Edward J. C. Kennedy, physician ; Allan R. MacDonnell, railway contractor ; Patrick Wright, merchant ; Hormisdas Laporte, merchant ; Thomas Harling, steam-ship agent ; R. Wilson Smith, financial agent ; Robert Bickerdike, M. L. A., shipping agent ; John Foley, manufacturer ; P. S. Doyle, merchant ; Thomas Kinsella, merchant ; Terence F. Moore, merchant ; Thomas Rodgers, contractor, and John Connor, manufacturer, all of the city of Montreal, forming, with others, for same time past, the association known as "The Catholic Sailors Club", for the benefit and well being of seamen temporarily in the harbour of Montreal, and for the purpose of providing such seamen with a proper place of resort, and for similar purposes, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a charter incorporating them under the same name for the purposes aforesaid, and giving the proposed corporation power to *ester en justice*, to make contracts, to require moveable and immoveable property, to make and annexed by-laws and generally such other powers as may be necessary or useful to the attainment of the objects and purposes of the said corporation.

JUDAH, BRANCHAUD & KAVANAGH,
Attorneys for applicants.
Montreal, 20th December 1899. 4668

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to incorporate a company under the name of the Transit Insurance Company, for the purpose of insuring against loss or damage by fire and accident, or otherwise, traveller and tourists, baggage whether in transit or in stations, freight-sheds, wharves, hotels or warehouses, in Canada or elsewhere ; also to insure against personal accident to travellers by rail or water in Canada or elsewhere ; also for the identification of travellers and

ailleurs ; aussi pour identifier les voyageurs et aussi contre les accidents ou maladies des voyageurs en Canada ou ailleurs.

CHAS. A. DUCLOS,
Solliciteur de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1899. 4605-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour ratifier, confirmer et amender la charte de The Dominion Abattoir and Stock Yards Company, pour changer le nom de la dite compagnie ; pour augmenter ses pouvoirs concernant la possession d'immeubles, fonds et bons et pour d'autres fins.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Procureurs des requérants.

Montréal, 11 décembre 1899. 4495-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un bill privé afin d'autoriser la Canadian Electric Light Company, Limited, à émettre des débentures, avec le consentement des actionnaires, pour ratifier et confirmer en autant qu'il est nécessaire celles déjà émises, et pour ratifier les arrangements intervenus à ce sujet.

DROUIN, PELLETIER
& BELANGER,
Procureurs du requérant.

Québec, 11 décembre 1889. 4499-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Thomas Côté, de la ville et du district de Montréal, au nombre de ses membres après examens.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Procureurs du requérant.

Montréal, 7 décembre 1899. 4501-4

Avis public est par le présent donné que la corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, 55-56 Victoria, chapitre 51, pour les objets suivants, savoir :

1° Amender la section 88 de la charte, et y faire des dispositions quant à la manière de voter les règlements afin d'emprunter de l'argent.

2° De faire des dispositions pour l'expropriation de propriété pour fins publiques, et de pourvoir que le paiement des frais d'icelle, en tout ou en partie, soit prélevé sur les propriétaires qui en bénéficieront.

3° Autoriser le conseil à fixer et à déterminer les lignes des bâtisses sur les rues, régler le mode à être suivi, et les matériaux à être employés dans l'érection et réparation des bâtisses.

4° Faire des règlements pour l'ouverture et l'entretien de rues ou ruelles privées.

5° Faire des dispositions spéciales pour la taxe des magasins à département.

6° Faire des règlements pour empêcher la souillure des eaux d'aucun cours d'eau, rivière, étang ou lac dans la cité ou ses environs, et empêcher de décharger des objets de rebut ou d'ordures, et l'emploi des latrines et fosses d'aisance dans les limites de la cité.

7° Obliger les compagnies de chemin de fer à garder des hommes pour faire des signaux avec des pavillons, et ériger et maintenir des barrières aux traverses de chemin de fer sur les rues de la dite cité.

8° Pourvoir expressément que certaines sections de l'acte des clauses générales des corporations de ville, et qui ne sont pas incompatibles avec la charte de la cité, ne s'appliqueront pas à la cité de Sherbrooke.

BROWN & MACDONALD,
Procureurs de la corporation
de la cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, 7 décembre 1899. 4485-4

also against accident or sickness on the part of travellers within Canada or elsewhere.

CHAS. A. DUCLOS,
Solicitor for applicant.

Montreal, 14th December, 1899. 4606

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, to ratify, confirm and amend the charter of The Dominion Abattoir and Stock Yards Company ; to change the name of the said company ; to increase its powers in regard to the holding of real estate, stocks and bonds and otherwise.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Attorneys for applicants.

Montreal, 11th December, 1899. 4496

Public notice is hereby given that an application will be made to the legislature of Quebec, at its next session, to pass a private bill to authorize the Canadian Electric Light Company, Limited, to issue debentures, with the consent of the shareholders, to ratify and confirm in so far as need be, those already issued, and to ratify the arrangements made respecting this matter.

DROUIN PELLETIER
& BELANGER,
Attorneys for petitioner.

Quebec, 11th December, 1899. 4500

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the Bar of the province of Quebec, to admit Thomas Côté, of the city and district of Montreal, among its members, after passing the examinations.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 7th December, 1899. 4502

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Sherbrooke will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, 55-56 Victoria, chapter 51, in the following, among other particulars, to wit :

1. To amend section 88 of the charter, and to make provision therein for the manner of voting on by-laws to borrow money.

2. To make provision for the expropriation of property for public purposes, and to provide for levying the cost thereof, in whole or in part, upon the holders of property benefitted thereby.

3. To empower the council to fix and determine building lines on the streets, to regulate the mode to be followed, and the material to be used in the erection and repair of buildings.

4. To make regulations for the opening and maintainance of private streets or lanes.

5. To make special provision for the taxation of departmental stores.

6. To make by-laws to prevent the pollution of the waters of any stream, river, pond or lake within, or adjoining the city, and to prevent the dumping of refuse or deleterious matter, and the use of privies and cess pools within the city limits.

7. To require railway companies to keep flagmen, and to erect and maintain gates at railway crossings on the streets of the said city.

8. To provide expressly that certain sections of the town corporations general clauses act, and which are inconsistent with the charter of the city, shall not apply to the city of Sherbrooke.

BROWN & MACDONALD,
Attorneys for the corporation
of the city of Sherbrooke.

Sherbrooke, 7th December, 1899. 4486

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que la Petrolium Oil Trust (Limited), de Londres, en Angleterre, et de Gaspé, dans la province de Québec, fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi accordant le pouvoir de construire et mettre en opération une ligne de tuyaux ou conduits, à partir des terrains huileux dans le comté de Gaspé jusqu'à un endroit à eau profonde dans le dit comté ; de construire les dits tuyaux dessous, dessus ou sur les terres, rivières ou lacs de la couronne, aussi bien que ceux qui sont propriétés privées, accordant aussi les pouvoirs nécessaires pour exproprier quand l'expropriation est requise ; d'ériger et mettre en opération toutes les machineries, engins, pompes ou autres de ce genre, et de construire tous les réservoirs, quais, entrepôts, requis pour l'établissement, et mise en opération des dits tuyaux ou conduits et autres pouvoirs du même genre.

W. H. DAVIDSON,
Procureur de la requérante.

14 décembre 1899. 4561.4

Avis est par le présent donné que The Montreal Investment & Freehold Company s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'augmenter les pouvoirs de sa présente charte, en pourvoyant à une augmentation de capital, et afin d'autoriser la compagnie à recevoir de l'argent en dépôt, émettre des débentures, prêter de l'argent sur garantie de meubles ou immeubles, et acquérir et posséder au moyen de garantie ou autrement, faire les affaires de bons, débentures et actions de corporations, et de signer des actions, bons et autres garanties, et aussi d'amender la section 2 de la charte de la compagnie, 55 Vic., chap. 75, de manière à la faire lire suivant les intentions du dit acte.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 décembre 1899. 4551-4

Avis public est donné que la ville de Maisonneuve fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill, ayant pour objet d'amender sa charte, et que les amendements qui seront demandés se rapportent aux élections municipales, aux électeurs municipaux, à la qualification du maire et des conseillers, aux crédits annuels, au rôle d'évaluation, aux emprunts, à la voirie, aux pouvoirs de la corporation, aux avis municipaux, à la police municipale, aux bonus à accorder aux manufactures, aux évaluateurs et aux expropriations, et aux fins de mieux expliquer certains pouvoirs de la dite ville de Maisonneuve qui se trouvent dans la charte actuelle, et pour d'autres fins en rapport avec l'administration municipale.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Procureurs de la ville de Maisonneuve.

Montréal, 2 décembre 1899. 4391-5

Avis public est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer Quebec Central s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la " Loi du chemin de fer Québec Central 1899 " (62 Victoria, chapitre 74, P. Q.) et de déclarer et définir à quel temps les nouvelles obligations ou garanties devant être émises en vertu des dispositions du susdit acte, pourront être faites, payables et rachetables, et pour amender les dispositions concernant les directeurs et pour d'autres fins.

W. & A. H. COOK,
Solliciteurs de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

FRANK GRUNDY,
Gérant général.

Québec, 25 novembre 1899. 4471-5

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the Petroleum Oil Trust (Limited), of London, England, and of Gaspé, in the province of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing it to construct and operate a line of pipes or conduits, from the oil lands, in the county of Gaspé to a point at depth water in the said county; to build the said pipe line on, above on below the surface of the lands, rivers, lakes, &c, belonging to the Crown, as well as those belonging to private proprietors, granting also the necessary powers to expropriate where necessary ; to erect and operate all machinery, engines, pumps, and other appliances of a like nature, and to construct the tanks, warehouses and wharves necessary for the operating of the said pipe line and other powers of the same kind.

W. H. DAVIDSON,
Solicitor for applicant.

14th December 1899. 4562.

Notice is hereby given that The Montreal Investment & Freehold Company will apply at the next session of the legislature of Quebec, for an act to amend and enlarge their present charter, by providing for an increase of capital, and to authorize the company to receive money on deposit, to issue debentures, to lend money upon security both moveable and immoveable, and to acquire and hold by way of security, or otherwise deal in, bonds, debentures and shares in corporations, and to under-write shares, bonds and other securities, and also to amend section 2, of the charter of the company, 55 Vict. chap. 75, so as to make the same read in accordance with the intentions of said act.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solicitors for applicants

Montreal, 13th December, 1899. 4552

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will make an application to the legislature of the province of Quebec, at his next session, for the passation of a bill, having for object certain amendments to its charter, the said amendments relating to the municipal elections, the municipal electors, the qualification of mayor and councillors, the annual credits, the evaluation roll, the loans, the public roads and powers of the corporation, municipal notices, municipal police, bonuses to be granted to manufactures, evaluators and expropriations and to better explain certain powers of said town of Maisonneuve which are contained in the actual charter, and for other purposes in connection with the municipal administration.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys for the town of Maisonneuve.

Montreal, 2nd December, 1899. 4392

Public notice is hereby given that the Quebec Central Railway Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend the Quebec Central Railway Act 1899, (62 Victoria, chapter 74 P. Q.) and to declare and define at what period the new bonds or securities to be issued under the provisions of the above act may be made, payable and redeemable and for the amendment of the provisions respecting the directors and for other purposes.

W. & A. H. COOK,
Solicitors of the Quebec Central Railway Company.

FRANK GRUNDY,
General Manager.

Quebec, 25th, November 1899. 4472

Avis est par les presentes donné que la Ville de Saint-Louis s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un bill à l'effet d'amender sa charte, concernant :

1.—La nom de la ville.
2.—La qualification des conseillers.
3.—Le traitement des membres du conseil.
4.—Les sessions de conseil.
5.—Les pouvoirs du maire.
6.—Les expropriations.
7.—L'annexion du No 664 du cadastre, pour fins municipales et scolaires.
8.—La prescription des taxes pour égoût.
9.—La votation sur règlement d'emprunt.
10.—La municipalité scolaire.
11.—Les impositions sur les charretiers et commerçants étrangers.
12.—La confection des rôles de perception générale et spéciale.
13.—Les pouvoirs et devoirs des constables.
14.—La décence et les bonnes mœurs.
15.—L'empierrement des rues et ruelles.
16.—Le drainage et l'épuration.
17.—La cession de partie de la rue Hutchinson.
18.—La règlementation des hôtels, restaurants, buvettes et lieu d'entretien public.
19.—L'observation du dimanche.
20.—La paix, la santé publique et les nuisances.
21.—Les rues, ruelles et voies publiques.
22.—La délimitation des bâtisses.
23.—Les amendes ou pénalités.
24.—L'imposition de taxes sur les terrains et bâtisses servant aux expositions.
25.—La règlementation et le contrôle de l'exercice par une personne, société ou compagnie de quelques franchises ou privilèges dans les rues ou places publiques.
26.—Les poursuites pour pénalité.
27.—La protection des animaux.
28.—La juridiction du recorder.
29.—L'application de la loi de conciliation.
30.—Les droits de la ville dans les rues ouvertes au public, depuis au-delà de dix ans.
31.—Les pouvoirs d'emprunts sur billets.
32.—Le nombre de quartiers et la représentation.
33.—Les avis municipaux.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la ville de Saint-Louis.
Montréal, 13 dédembre 1899. 4595-4

Demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec pour faire prononcer l'ouverture de la substitution créée par un acte de donation passé devant Maître J. A. Labadie, N. P., le 28 novembre 1853, par Eustache Prud'homme *et uxor*, en faveur de Léon Prud'homme et de ses enfants, et aussi pour autoriser le dit Léon Prud'homme comme grevé et ses enfants comme appelés à la substitution à partager, vendre, échanger ou autrement disposer des biens substitués.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Avocats des requérants.
Montréal, 12 decembre 1899. 4505-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Chicoutimi s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte.

L. ALAIN,
Procureur de la dite ville.
Chicoutimi, 27 novembre 1899. 4355-4

AVIS.

La compagnie du chemin de fer Saint-Laurent et du Nord-Ouest fera application à la prochaine session de la législature de Québec pour prolongation de temps pour construction et pour d'autres fins.

J. REYNAR,
Président.
Trois-Rivières, 28 novembre 1899 4359-5

Notice is hereby given that the town of Saint Louis will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter on the following points :

1.—The name of the town.
2.—The qualification of councillors.
3.—The remuneration of councillors.
4.—The sittings of the council.
5.—The powers of the mayor.
6.—Expropriations.
7.—The annexing of cadastral No. 64, for municipal and school purposes.
8.—Prescription of taxes for sewers.
9.—The voting on by-laws concerning loans.
10.—The school municipality.
11.—Taxes levied on carters and traders of outside municipalities.
12.—The preparation of rolls for general and special taxes.
13.—The powers and duties of constables.
14.—Decency and good morals.
15.—The macadamizing of streets and lanes.
16.—Drainage and sewerage.
17.—The surrender of part of Hutchinson street.
18.—The regulating of hotels, restaurants, saloons and other places of public entertainement.
19.—The observance of sundays.
20.—Regulations concerning peace, public health and nuisances.
21.—Streets, lanes and public highways.
22.—To fix the limits of buildings.
23.—Fines or penalties.
24.—The leaving of taxes on exhibition grounds and buildings.
25.—The regulating and controlling of persons, partnerships, or companies exercising any franchise or priviledge in the streets or public places.
26.—Suits for penalties,
27.—The protection of animals.
28.—The juridiction of the Recorder.
29.—The application of the law of counciliation.
30.—The rights of the town in streets opened the public, since more than ten years.
31.—The borrowing powers on notes.
32.—The number of wards and their representation.
33.—Publics notices.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys of the town of Saint Louis.
Montreal, 13th December, 1899. 4596

A demand will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, to obtain that the substitution created by deed of gift *inter vivos*, received by Maître J. A. Labadie, N. P., the 28th of November, 1853, by Eustache Prud'homme *et uxor*, in favor of Léon Prud'homme and his children, be declared open, and to authorize the said Léon Prud'homme as institute and his children as substitute to divide, sell, exchange or otherwise dispose of the substituted properties.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 12th December, 1899. 4506

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the town of Chicoutimi, to have its charter amended and consolidated.

L. ALAIN,
Attorney for the said town.
Chicoutimi, 27th November, 1899. 4356

NOTICE.

The Saint Lawrence and North Western Railway Company will apply to the next session of the legislature of Quebec for extension of time for construction and other privileges.

J. REYNAR,
President.
Three Rivers, 28th November, 1899. 4360

AVIS PUBLIC.

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi autorisant le bureau de direction des arpenteurs géomètres, de la province de Québec, à admettre Henri Paul Lefebvre, de Cheneville, dans le comté Labelle, à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

H. A. FORTIER,
Procureur du dit H. P. Lefebvre.
Hull, 4 décembre 1899. 4411-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province, à sa prochaine session, par The Mechanics Institute of Montreal, pour obtenir l'autorisation d'emprunter un montant additionnel de dix mille piastres sur garantie de la propriété immobilière de l'Institut.

HUTCHINSON & OUGHTRED,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 5 décembre 1899. 4387-5

AVIS

Est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un acte l'autorisant à accorder à la compagnie du chemin de fer le Grand Nord certain privilège d'exemption de taxes municipales pour un ascenseur à grain devant être construit à Québec, à emprunter une certaine somme d'argent pour l'établissement d'un filtre ou appareil de filtration à l'aqueduc de Québec, et pour autres améliorations permanentes dans la dite cité, pour définir certains pouvoirs de régie du conseil de ville, et pour autres fins.

PELLETIER & CHOUINARD,
Procureurs de la cité de Québec.
Québec, 6 décembre 1899. 4397-5

Les syndics de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, Montréal, s'adresseront à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour demander la continuation partielle des pouvoirs à eux accordés par le chap. 45, 49-50 Victoria.

NAPOLEON FAVREAU,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 14 décembre 1899. 4637-3

AVIS

Est par les présentes donné que la municipalité du village de Villeray, dans le comté d'Hochelaga, duement érigée en municipalité de village, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire annexer à son territoire dans le comté d'Hochelaga : 1° Un certain lopin de terrain, d'environ trente six arpents en superficie, contigu à son territoire et à être distrait de la terre communément appelée "La Ferme Jarry" situé partie dans la paroisse du Sault au Récollet, lot No 490, dans le comté d'Hochelaga et partie dans la paroisse de Saint-Laurent, lot No 2630, dans le comté de Jacques Cartier. 2° Une certaine langue de terre ayant soixante pieds de large sur environ dix arpents de profondeur, à partir de l'extrémité nord-ouest du susdit lopin de terrain jusqu'au chemin de base du chemin Saint-Michel, et faisant partie respectivement des numéros des cadastres ci-dessus nommés ; et aux fins de détacher la partie des dits lopins de terrain et langue de terre qui se trouve dans la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques Cartier, pour l'annexer au territoire du village de Villeray, dans le comté d'Hochelaga.

E. MAURAULT,
Secrétaire de la municipalité de Villeray.
Villeray, 16 octobre 1899. 4455-5

PUBLIC NOTICE.

Application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the board of management of the land surveyors and geometers, of the province of Quebec, to admit Henri Paul Lefebvre, of Cheneville, in the county of Labelle, to the practice of the profession of surveyor, after examination.

H. A. FORTIER,
Attorney for the said H. P. Lefebvre.
Hull, 4th December, 1899. 4412

Notice is hereby given that application will be made to the provincial legislature, at its ensuing session, by The Mechanics Institute of Montreal, for authority to borrow an additional amount of ten thousand dollars on the security of the immovable property belonging to the Institute.

HUTCHINSON & OUGHTRED,
Solicitors for applicants.
Montreal, 5th December, 1899. 4388

NOTICE

Is hereby given that the city of Quebec will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing it to grant to the Great Northern Railway Company certain privilege of exemption of municipal taxes for a grain elevator to be constructed within Quebec, to borrow a certain sum of money for the establishment of a filter or filtering apparatus to the Quebec water works, and for other permanent improvements in the said city, to define certain administrative powers of the city council, and for other purposes.

PELLETIER & CHOUINARD,
Solicitors for the city of Quebec.
Quebec, 5th December, 1899. 4398

The trustees of the parish of the Sacred Heart of Jésus, Montreal, will apply to the provincial legislature, at its next session, for a partial continuation of the powers conferred on them by chapter 45, 49-50 Victoria.

NAPOLEON FAVREAU,
Secretary treasurer.
Montreal, 14th December, 1899. 4638

NOTICE

Is hereby given that the municipality of the village of Villeray, in the county of Hochelaga, duly erected into a village municipality, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of having annexed to its territory in the county of Hochelaga : 1. A certain lot of land, of about thirty-six arpents in area, contiguous to its territory and to be detached from the land commonly called "La Ferme Jarry", situate partly in the parish of Sault au Recollet, lot No. 490 in the county of Hochelaga, and partly in the parish of Saint Laurent, lot No. 2630, in the county of Jacques-Cartier. 2. A certain strip of land having sixty feet in width by about ten arpents in depth, starting from the north west extremity of the said lot of land to the base road of the Chemin Saint Michel and forming parts respectively of the cadastral numbers hereinabove named ; and for the purpose of detaching the part of the said lot of land and strip of land, which is in the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, to annex it to the territory of the village of Villeray, in the county of Hochelaga.

E. MAURAULT,
Secretary of the municipality of Villeray.
Villeray, 16th October, 1899. 4456

AVIS PUBLIC

La cité de Saint-Henri s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir :

1° Une disposition déclaratoire à l'effet que les électeurs municipaux dont parle l'article 481 de la charte de la dite cité sont les électeurs votant et non pas les électeurs qui ont le droit de vote.

2° L'amendement des statuts de Québec, 61 Victoria, chapitre 55, section 660 et 62 Victoria, chapitre 61, section 12, à l'effet d'autoriser la dite cité à émettre des actions-obligations avec taux d'intérêt différentiel et aussi à l'effet de laisser subsister à certaines conditions les pouvoirs d'emprunter antérieurement conférés à la dite cité.

PRIMEAU & CODERRE,
Procureurs de la cité de Saint-Henri.
Saint-Henri, 6 décembre 1899. 4457-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par le Collège Bishop, pour obtenir un acte afin de donner représentation aux gradués dans le conseil du dit Collège ; pour ratifier certains actes de la corporation ; pour étendre la classe des garanties dans laquelle ses fonds peuvent être placés ; de permettre que les argents de certains fonds soient employés dans une certaine manière pour certains buts, et aussi pour d'autres fins.

LAWRENCE & MORRIS,
Solliciteurs du requérant.
Sherkrooke, 5 décembre 1899. 4451-5

Avis public est par le présent donné que la compagnie du pont de Saint-François s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation de manière à pourvoir que son pont et ses abords soient exempts des taxes municipales et pour d'autres fins.

P. S. G. MACKENZIE,
Solliciteur de la requérante.
Richmond, 5 décembre 1899 4431-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer La Compagnie La Presse, dans le but de faire les affaires d'imprimeurs et éditeurs de journaux et autres publications ; faire les affaires en général d'imprimeurs, graveurs et lithographes dans toutes les branches y ayant rapport ; émettre des actions ordinaires et préférentielles de la dite compagnie ; émettre des bons et débentures de la dite compagnie ; acquérir et posséder des meubles et immeubles ; faire, adopter et amender les règlements concernant l'administration de la dite compagnie et autres pouvoirs nécessaires à ses fins.

CARTER & GOLDSTEIN,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 7 décembre 1899. 4481-4

PUBLIC NOTICE

The city of Saint Henry will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain :

1. A declaratory enactment to the effect that the municipal electors mentioned in article 481 of the charter of the said city are the electors voting and not the electors who have a right of vote.

2. The amendment of the Quebec statutes, 61 Victoria, chapter 55, section 660 and 62 Victoria, chapter 61, section 12, for the purpose of authorizing the said city to issue debenture-stocks with a differential rate of interest and also for the purpose of allowing the borrowing powers formerly conferred on the said city to remain on certain conditions.

PRIMEAU & CODERRE,
Attorneys of the city of Saint Henry.
Saint Henry, 6th December, 1899. 4458

Notice is hereby given that application will be made by "Bishops' College" to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to give representation to the graduates upon the council of said college; to confirm certain acts of the corporation; to enlarge the class of securities in which its funds may be invested; to permit the moneys of certain funds to be treated in a certain manner for certain purposes, as well as for other purposes.

LAWRENCE & MORRIS,
Solicitors for applicant.
Sherbrooke, 5th December, 1899. 4452

Public notice is hereby given that "The Sain Francis Bridge Company" will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof for an act to amend its act of incorporation in order to provide that its bridge and approaches shall be exempt from municipal taxations and for other purposes.

P. S. G. MACKENZIE,
Solicitor for applicants.
Richmond, 5th December, 1899. 4432

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating La Presse Company, to carry on the business of printers and publishers of newpapers and other publications; to carry on the general business of printers, engravers and lithographers in all branches appertaining thereto; to issue common and preferred shares of the said company; to issue bonds and debentures of the said company; to acquire and hold moveable and immoveable property; to make, adopt and amend by-laws concerning the administration of the said company and other powers necessary for its purposes.

CARTER & GOLDSTEIN,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th December, 1899. 4482

Avis Divers

Cour Supérieure—District de Montréal.

Dame M. L. Amelia Myler, épouse de Tancrède Arthur Huot, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

PREVOST, PLANTE & CHALIFOUX,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 30 décembre 1899. 35

Miscellaneous Notices

Superior Court—District of Montreal

Mrs. M. L. Amelia Myler, wife of Tancrède Arthur Huot, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

PREVOST, PLANTE & CHALIFOUX,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th December, 1899. 36

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

No 74.

Dame Philomène Tétreault, du village de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Paul Brouillette, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dit district, et maintenant de lieux inconnus, la dite Dame Philomène Tétreault étant dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse;

vs.

Le dit Paul Brouillette, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse.

NAP. TESSIER,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Césaire, 28 décembre 1899. 11

Canada, Province de Québec, District de Saint-François. } *Dans la Cour Supérieure.*

No 334.

Béatrice Anne Hooper, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de James Thomas Morton, ci-devant du dit canton d'Ascot, maintenant de la cité de Liverpool, dans cette partie de la Grande Bretagne et d'Irlande, appelée Angleterre, mineur,

Demanderesse;

vs.

James Thomas Marton, ci-devant du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, maintenant de la cité de Liverpool, dans cette partie de la Grande Bretagne et d'Irlande, appelée Angleterre, Défendeur.

La demanderesse, le quatorzième jour de novembre dernier, a institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari, le susdit défendeur.

JOHN LEONARD,
4707-3 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 857.

Dame Malvina Gagnon, de la ville Saint-Laurent, district de Montréal, épouse de Edouard Dufresne, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs.

Le dit Edouard Dufresne, entrepreneur, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

BENOIT & JOANETTE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1899. 4625-3

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure*

No 856.

Ernestine Leblanc, épouse commune en biens de J. Hormisdas Desjardins, mécanicien électricien, tous deux de la cité de Sainte-Cunégonde, district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURAULEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1899. 4647-3

Province de Québec, District de Saint-François. } *Cour Supérieure*

Dame Miriam H. Kemp, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, George Henry Hardy, de Magog susdit.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 13 décembre 1899. 4705-3

Province of Quebec, District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

No. 74.

Dame Philomène Tétreault, of the village of Marieville, district of Saint Hyacinth, wife of Paul Brouillette, farmer, formerly of the parish of Sainte Marie de Monnoir, said district, and now of parts unknown, the said Dame Philomène Tétreault being duly authorized according to law for the purposes hereof,

Plaintiff;

vs.

The said Paul Brouillette, Defendant.

An action for separation of property and from bed and board has been instituted by the plaintiff.

NAP. TESSIER,
Attorney for plaintiff.

Saint Césaire, 28th December, 1899. 12

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*

No. 334.

Beatrice Anne Hooper, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, wife *commune en biens* of James Thomas Morton, heretofore of the said township of Ascot, and now of the city of Liverpool, in that part of Great Britain and Ireland, called England, minor.

Plaintiff;

vs.

James Thomas Morton, heretofore of the Township of Ascot, in the district of Saint Francis, and now of the city of Liverpool, in that part of Great Britain and Ireland, called England, Defendant.

The plaintiff did, on the fourteenth day of November last past, institute an action en *séparation de corps et de biens* against her said husband, the above named defendant.

JOHN LEONARD,
4708 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 857.

Dame Malvina Gagnon, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, wife of Edouard Dufresne, of the same place, the said Dame Malvina Gagnon, duly authorized to *ester en justice.*

Plaintiff;

vs.

The said Edouard Dufresne, contractor, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property from the said defendant.

BENOIT & JOANETTE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th December, 1899. 4626

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 856.

Ernestine Leblanc, wife of J. Hormisdas Desjardins, both of the city of Sainte Cunégonde, district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

MONTY & DURAULEAU,
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 14th December, 1899. 4648

Province of Quebec, District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Miriam H. Kemp, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her husband, George Henry Hardy, of Magog aforesaid.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 13th December, 1899. 4706

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Lillian Grace Thompson, des cité et district de Montreal, épouse commune en biens de John A. O'Dell, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

John A. O'Dell, du même lieu, commerçant de beurre, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 28e jour de décembre 1899.

QUINN, MORRISON & LYNCH,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 décembre 1899. 4795-2

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No. 1585.

Dame Sophie Wilson, de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, district de Montréal, épouse d'Alphonse Joannette, tailleur de pierre, autrefois du même lieu, et maintenant de la Colombie Anglaise, l'une des provinces du Canada, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Joannette, Défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de corps et de biens contre le défendeur.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,
GERVAIS & RAINVILLE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 décembre 1899. 4525-4

Province de Québec, District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*

No 581.

Dame Matilda Amanda Brown, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, épouse commune en biens de Patrick Jennings McLaughlin, du même lieu, tisserand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Patrick Jennings McLaughlin, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée, ce jour, dans cette cause.

McCORMICK & CLAXTON,
Procureurs de la demanderesse.

Beauharnois, 14 novembre 1899. 4449-4

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dame Clara Lamontagne, du village de Papineauville, district d'Ottawa, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Horace J. Kearney, teneur de livres, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Horace J. Kearney, Défendeur.

Une action en séparation de biens à être instituée, ce jour, contre le défendeur.

MAJOR & FORTIER,
Avocats de la demanderesse.

Hull, 18 décembre 1899. 4675-3

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Louise Loiselle, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, épouse de Ludger Caillé, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Ludger Caillé, commerçant, de la ville de Saint-Henri, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

A. GIRARD,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 1er décembre 1899. 4487-4

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Lillian Grace Thompson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John A. O'Dell, of the same place, and duly authorized to *ester en justice.* Plaintiff ;

vs.

John A. O'Dell, of the same place, butter buyer, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, this 28th day of December, 1899.

QUINN, MORRISON & LYNCH,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th December, 1899. 4796

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 1585.

Dame Sophie Wilson, of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, district of Montreal, wife of Alphonse Joannette, stone cutter, formerly of the same place, now of British Columbia, one of the provinces of Canada, duly authorized to *ester en justice,* Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Joannette, Defendant.

The plaintiff has taken an action for separation as to bed and board and as to property against defendant.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,
GERVAIS & RAINVILLE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th December, 1899. 4526

Province of Quebec, District of Beauharnois. } *Superior Court.*

No. 581.

Dame Mathilda Amanda Brown, of the town of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, wife common as to property of Patrick Jennings McLaughlin, of the same place, weaver, duly authorized *à ester en justice.* Plaintiff;

vs.

The said Patrick Jennings McLaughlin, Defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted in this case, to day.

McCORMICK & CLAXTON,
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 14th November, 1899. 4450

Canada, Province of Quebec, District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Clara Lamontagne, of the village of Papineauville, in the district of Ottawa, being duly authorized to pursue this action, wife common as to property of Horace J. Kearney, book-keeper, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Horace J. Kearney. Defendant.

An action for separation as to property has been taken against the defendant, this day.

MAJOR & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 18th December, 1899. 4676

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Louise Loiselle, of the town of Saint Henri, district of Montreal, wife of Ludger Caillé, of the same place, duly authorized to *ester en justice,* Plaintiff ;

vs.

Ludger Caillé, trader, of the town of Saint Henri, said district, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, to day.

A. GIRARD,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st December, 1899. 4483

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No 237.
Cour Supérieure.

Dame Exilda Lemay, du canton de Stoke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens du défendeur, Demanderesse ;

vs.

Honoré Lemay, du même lieu, cultivateur, Défendeur.

La demanderesse, judiciairement autorisée à cet effet, a, le premier jour de septembre dernier, institué une action en séparation de biens contre le dit défendeur.

CAMPBELL & DESCHAMPS,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 14 décembre 1899. 4597-4

Canada,
Province de Québec,
District de Montmagny.
No 280.
Cour Supérieure.

Dame Amanda Dubé, de la paroisse de Saint-Eugène, épouse de Arthur Caron, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Caron, de Saint-Eugène, cultivateur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 9 décembre courant.

J. L. O. VIDAL,
Avocat de la demanderesse.
Montmagny, 9 décembre 1899. 4517-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée par telles lettres patentes en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Scotstown Mills Company (Limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir et occuper, louer et posséder par aucun titre légal, toutes terres, limites à bois, propriétés et droits mobiliers et immobiliers, pouvoirs d'eau et privilèges et droits sur icelle, glissoires par eau ou autrement et privilèges et droits sur icelle pour le commerce de bois, terres minières et droits miniers, bâtisses, améliorations, matériel, machines, droits de patente, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour leurs affaires, les vendre, louer en tout ou en partie ou en disposer autrement, faire le commerce de bois et le manufacturer dans toutes ses branches, acquérir et faire tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux et tramways électriques, y compris la production et la vente de lumière et chauffage artificiels et de louer ou vendre des pouvoirs d'eau pour les fins de l'électricité, d'industrie, de lumière ou de chauffage, de manufacturer, acheter, vendre ou louer tout ce qui s'y rapporte, de bâtir, construire, acheter et louer, vendre des chemins de fer et en disposer, de faire les affaires de commerçants et acheter et vendre des effets, objets et marchandises, bois manufacturé, bois scié, bois de pulpe, pulpe et papier, acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, bureaux, maisons de pension et autres bâtisses, les vendre, louer à volonté ou en disposer autrement.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la dite province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de $100,000, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis,
No. 237.
Superior Court.

Dame Exilda Lemay, of the township of Stoke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of the said defendant, Plaintiff ;

vs.

Honoré Lemay, of the same place, farmer, Defendant.

The plaintiff, judicially authorized to that effect, has, the first day of September last, instituted an action in separation as to property against the said defendant.

CAMPBELL & DESCHAMPS,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 14th December, 1899. 4598

Canada,
Province of Quebec,
District of Montmagny.
No. 280.
Superior Court.

Mrs Amanda Dubé, of the parish of Saint Eugène, wife of Arthur Caron, farmer, of the same locality, duly authorized to proceed in justice ; Plaintiff ;

vs

The said Arthur Caron, of Saint Eugène, farmer, Defendant.

An action to be separed as to property has been instituted in this case, on the 9th December instant.

J. L. O. VIDAL,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 9th December 1899. 4518.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be the Scotstown Mills Company (Limited.)

2. The objects for which incorporation is sought are to acquire and own, lease and hold by any legal title, all such lands, timber limits, real and moveables property and rights, water powers and privileges and interest therein, slides by water or otherwise and interest therein, and other appurtenances for lumbering operations, mining lands and rights, buildings, improvements, plant, machinery, patent rights, royalties and other things as may be necessary or useful in or connection with their business, and the same or any part thereof to sell, lease or otherwise dispose of, to carry on the business of lumbering and the manufacture of lumber in all its branches, to acquire and construct all useful works, improvements and inventions, including mills, water-works, electrical works and tramways, including the manufacture and sale of artificial light and heat, and to lease or sell water powers for electrical, industrial, lighting or heating purposes, and to manufacture, buy, sell or lease anything incidental thereto, to build, construct, buy and lease, sell and dispose of railroads, to do business as traders and to buy and sells goods, wares and merchandise, manufactured logs, sawed lumber, pulwood, pulp and paper, to acquire, build and operate shops, stores offices, boarding-houses and other buildings, and the same at will to sell, lease or otherwise dispose of.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Sherbrooke, in the said province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the company is to be $100,000, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants, sont comme suit :

Waterman A. Taft, d'Arlington, dans l Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, marchand ; Harry R. Fraser, de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, avocat ; Herbert K. Blanchard, d'Allston, dans le susdit Etat de Massachusetts, marchand ; George I. Dewar, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, gérant, et Rufus H. Pope, de la ville de Cookshire, dans la province de Québec, membre du parlement.

6° La majorité des dits requérants, à savoir : Harry R. Fraser, George I. Dewar et Rufus H. Pope, sont sujets anglais et seront les premiers directeurs.

HURD & FRASER,
Procureurs des requérants.

Daté à Sherbrooke, 28 décembre 1899. 4719-2

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite par les personnes ci-après nommées, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de l'acte des companies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous les noms et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie sera : "Desbiens, Levesque & Cie."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire le commerce de bois en général, tenir des magasins généraux de détail pour vendre et échanger des marchandises de toute espèce ainsi que les produits agricoles, acquérir, posséder, acheter, vendre et louer des terrains, moulins à scies, ou autres propriétés immobilières dont elle aura besoin pour faire ses opérations et disposer du tout ou partie d'icelui pour le plus grand avantage des actionnaires.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans le village de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, dans la province de Québec, avec pouvoir de le déplacer en aucun temps, dans son intérêt.

4° Le montant en fonds social de la dite compagnie est de trois milles piastres, divisé en cent cinquante parts de vingt piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants, sont comme suit : Louis Desbiens, négociant ; Thomas Levesque, commis ; Elizée Hudon, inspecteur de fromageries ; Pitre Desbiens, ouvrier, tous quatre de Saint-Jérôme, et Joseph Girard, cultivateur et membre du parlement provincial, de la paroisse de Saint-Gédéon, dans le comté du Lac Saint-Jean, tous sont sujets anglais et résidants en Canada et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

THOMAS LEVESQUE,
Procureur des requérants.

Saint-Jérôme, 19 décembre 1889. 4677-3

In re The Three Rivers Iron Works Company,
En liquidation ;
et
Alphonse Turcotte, Liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'en ma qualité de liquidateur à la dite compagnie en liquidation, j'ai vendu, suivant la loi, par acte passé devant Mtre Télesphore Eusèbe Normand, notaire, le vingt-sixième jour de juillet 1899, à Trois-Rivières, l'immeuble suivant faisant partie de l'actif de la dite compagnie en liquidation, savoir :

Une fonderie à tuyaux avec toutes les machines nécessaires en parfait ordre, boutique de forge, dynamos, engin 100 chevaux de force avec chaudière, aussi quantité d'outils et matériaux, tels que portés au dit inventaire.

5. The names in full and addresses and callings of each of the applicants, are as follows :

Waterman A. Taft, of Arlington, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, merchant ; Harry R. Fraser, of the city of Sherbrooke, in the province of Quebec, advocate ; Herbert K. Blanchard, of Allston, in the State of Massachusetts aforesaid, merchant ; George I. Dewar, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, manager, and Rufus H. Pope, of the town of Cookshire, in the province of Quebec, member of Parliament.

6. The said applicants, the majority of whom, to wit : Harry R. Fraser, George I. Dewar and Rufus H. Pope, are british subjects, are to be the first directors.

HURD & FRASER,
Attorneys for Applicants.

Dated, Sherbrooke, 28th December, 1899. 4720

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by the persons hereinafter named to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies act, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "Desbiens, Levesque & Cie."

2. The purpose for which incorporation is sought is to cary on a general lumber trade, to keep general and retail stores to sell and exchange merchandise of all kinds as also agricultural produce, to acquire, hold, buy, sell and lease lands, saw mills, or other immovable properties which they may require for carying on these operations, and to dispose of all or part thereof for the better advantage of the shareholders.

3. The chief office of the said company will be in the village of Saint Jérôme, in the county of Lake Saint John, in the province of Quebec, with power to change it at any time for its advantage.

4. The amount of capital stock of the said company will be three thousand dollars, divided into one hundred and fifty shares of twenty dollars each.

5. The names in full, the residences, professions of each of the petitioners are as follows : Louis Desbiens, trader, Thomas Levesque, clerk, Elizée Hudon, inspector of cheese factories ; Pitre Desbiens, workman, all four of Saint Jérôme, and Joseph Girard, farmer and member of the provincial legislature, of the parish of Saint Gédéon, in the county of Lake Saint John, all british subjects and residing in Canada, and who will be the first directors of the said company.

THOMAS LEVESQUE,
Attorney for petitioners.

Saint Jérôme, 19th December, 1899. 4678

In re The Three Rivers Iron Works Company,
In liquidation ;
and
Alphonse Turcotte, Liquidator.

Notice is hereby given that in my capacity of liquidator of the said company in liquidation, I have sold according to law by deed passed before Mtre Telesphore Eusèbe Normand, notary, on the twenty-sixth day of July, 1899, at Three Rivers, the following immovable forming part of the assets of the said company in liquidation, to wit :

A pipe foundry with all the necessary machinery in perfect order, forge, dynamos, 100 horse power, engin with boiler, also a quantity of tools and materials, as set forth in the inventory.

L'immeuble ci-après décrit :

Une étendue de terre de 15 arpents en superficie, mesure française, comprenant tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-trois (1823), qui contient douze arpents et quatre vingt-neuf perches en superficie, et dont le surplus pour former la dite étendue, savoir : deux arpents et onze perches en superficie seront pris dans le lot connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-deux (1822), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, comme suit : depuis la rue Saint-Maurice au nord-ouest, et entre la rue des Pins au nord-est, et la rue du chemin de fer de ceinture (Loop Line), au sud-ouest en allant vers le sud-est jusqu'à une distance suffisante pour former les dits deux arpents et onze perches en superficie, et compléter les quinze arpents de terre en superficie, et renfermer cette dite partie du dit lot No 1822, par une ligne parallèle à la dite rue Saint-Maurice.

Et que copie du dit acte de vente et le certificat du bureau d'enregistrement requis par la loi ont été déposés entre mes mains.

Avis est de plus donné que les personnes qui ont possédé le dit immeuble pendant les trois dernières années, sont les suivantes :

The Three Rivers Iron Co.

Tous créanciers de la dite compagnie en liquidation et toutes autres personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur le dit immeuble vendu, devront offrir leurs surenchères sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Quebec*, à défaut de quoi ils seront pour toujours forclos du droit de le faire.

Le présent avis est donné en conformité des articles 5727*a* et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

A. TURCOTTE,
Liquidateur de la dite compagnie en liquidation.
Montréal, 16 décembre 1899. 4521-4

The immoveable hereinafter described :

An area of land 15 arpents in superficies, french measure, comprising the whole of the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-three, which containing twelve arpents and eighty-nine perches in superficies, and the excess whereof to make up the said area to wit : two arpents and eleven perches in superficies shall be taken in the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-two (1822), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, as follows : from Saint Maurice street on the north west and between Pine street on the north east, and Loop Line street, on the south west going towards the south east to a sufficient distance to make up the said two arpents and eleven perches in superficies, and to complete the fifteen arpents of land in superficies, and enclose such said part of the said lot No. 1822, by a line parallel to the said Saint Maurice street.

And that a copy of the said deed of sale and the certificate of the registry office required by law have been deposited in my hands.

Notice is further given that all parties who have owned the said immoveable during the last three years, are the following :

The Three Rivers Iron Works Co.

All creditors of the said company in liquidation, and all other persons having hypothecary or immoveable rights in and upon the said immoveable so sold must tender their bids over and above the purchase price set forth in the said deed of sale within fifteen days from the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, in default of which they shall be forever foreclosed from the right to do so.

The present notice is given in accordance with articles 5727*a* and following of the revised statutes of the province of Quebec.

A. TURCOTTE,
Liquidator of the company in liquidation.
Montreal, 16th December, 1899. 4522

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Compagnie Typographique des Cantons de l'Est, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Sherbrooke, s'adressera à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir des lettres patentes supplémentaires aux fins suivantes, savoir :

1° Pour changer le nom actuel de la dite compagnie en celui de "Le Pionnier ;"

2° Pour établir son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, avec succursales à Sherbrooke et autres endroits de la province ;

3° Pour augmenter le fonds social de la dite compagnie à la somme de trente-cinq mille piastres.

P. BOUSQUET,
Gérant.
Sherbrooke, 20 décembre 1899. 4627-3

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that "La Compagnie Typographique des Cantons de l'Est," a body politic and corporate, having its main place of business in the city of Sherbrooke, will apply to His Honor the lieutenant governor for supplementary letters-patent for the following objects, to wit :

1. To change the actual name of said company into that of "Le Pionnier ;"

2. To locate its principal place of business in the city of Montreal, with branches at Sherbrooke and other localities of the province ;

3. To increase the capital stock of said company to the amount of thirty-five thousand dollars.

P. BOUSQUET,
Manager.
Sherbrooke, 20th December, 1899. 4628

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE.

CANDIDATES FOR ADMISSION TO PRACTISE.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age. — Years.	Domicile.—Residence.
Roy	Jos. Eug	Plus de—Over 21	Notre-Dame, Lévis.
Lanctot	Adélard	" "	Laprairie.
Carbray	Thomas John	" "	Québec.
Lesage	Jules	" "	"
Darveau	Chs. Valère	" "	Notre-Dame, Lévis.
Dion	Aimé A. G	" "	Rimouski.

CHARLES DEGUISE,
Sec. B. Q.

4737-38

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study law.

Janvier 1900.—January, 1900.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Residence.	Collège.
Astle	Thomas	23	Montréal	McGill.
Beïque	Henry A	22	"	St. Mary's.
Brazeau	Arthur	20	"	St. Mary's, Fordham.
Champigny	J. O. D.	19	Sherbrooke	De Kerméno.
Couper	William M	25	Montréal-S	Montreal College Ins.
DeLorimier	Joseph G. G	18	Montréal	St. Mary's, Leblond, Bonin
Dérome	Télesphore	20	"	
Donohue	Charles	18	Québec	Lambert de Rhoode.
Fauteux	François	.....		
Gravel	Joseph A	20	Montréal	St. Mary's.
Jarry	Joseph A	24	St Léonard, Port Maurice	St-Laurent, Montréal.
Lanctôt	Denis	27	Montréal	Montréal.
Leclerc	René T	19	"	St. Mary's, Leblond.
Legault	Donat	22	"	" Ste-Thérèse.
Léonard	Daniel	20	Ste Rose	Leblond.
Lussier	Edouard	23	Montréal	Collège de Sorel.
Mitchell	Holsey L	19	Drummondville	Montreal College Ins.
Plante	Léandre	23	Montréal	Joliette.
Reneault	Joseph E	20	"	St. Mary's.
Robillard	Louis G	33	"	
Smith	Henry E	23	"	Cambridge.
Staveley	William R	18	"	Montreal College Ins.
Trudeau	Cléophas	21	St Michel de Pierreville.	Joliette.
Vipond	Ernest E	20	Montreal.	
Vipond	Herbert S	19	"	
Westover	Egbert W	27	Sutton.	

J. C. WALSH,
Secrétaire.—Secretary.

4721-22-2

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.

Examens de janvier 1900.—January Examinations, 1900.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice law.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
Ball.....	William Sargent.....	Plus de 21 ans.—More than 21 years.	East Bolton.

A. J. E. LEONARD,
Secrétaire Barreau de Bedford.—Secretary Bar Bedford.

Sweetsburg, 21 décembre—21st December, 1899. 4745-2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidat à la pratique du droit.—Candidates for practice of law.

Janvier 1900.—January, 1900.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Bérard.....	Joseph B.....	29 ans—years.....	Montréal.....	Laval.
Bickerdike.....	Frank A.....	Plus de—Over 21 ans—years.	"	McGill.
Charbonneau....	Joseph J. B.....	23 ans—years.....	"	"
Cinq Mars.....	Alfred.....	Plus de—Over 21 ans—years.	"	
Cordeau.....	L. B. *alias* Lionel....	22 ans—years.....	"	Laval.
Dagenais.....	J. Wilfrid.....	25 "	Saint Léonard.	
Deguire.....	J. Alphonse.....	Plus de—Over 21 ans—years.	Montréal.	
Drouin.....	J. Philibert R.....	25 ans—years.....	"	
Dubeau.....	Joseph B. A.....	26 "	Joliette.	
Fontaine.....	L. B.....	23 "	Montréal.....	Laval.
Goyette.....	Charles A.....	25 "	Saint Valérien...	"
Guérin.....	Léopold.....	Plus de—Over 21 ans—years.	Montréal.	
Honan.....	Cornelius.....	" "	"	
Mathieu.....	Joseph J.....	26 ans—years.....	"	Laval.
Mercier.....	Honoré.....	Plus de—Over 21 ans—years.	"	"
Messier.....	Pierre P. A.....	24 ans—years.....	Saint Hyacinthe.	
Mullin.....	Robert T.....	32 "	Montréal.....	McGill.
Pauzé.....	J. Xiste.....	Plus de—Over 21 ans—years.	"	
Pelland.....	Joseph A.....	" "	"	Laval.
Rivest.....	Joseph A. H.....	23 ans—years.....	"	"
Rousseau.....	Maurice.....	22 "	Saint Casimir....	"
Semple.....	G. Hugh.....	Plus de—Over 21 ans—years.	Montréal.....	McGill.
Thorneloe.....	Walter E. G.....	" "	Sherbrooke.....	"
Tremblay.....	Onésime.....	" "	Montréal.....	Laval.

J. C. WALSH,
Secrétaire Barreau de Montréal.—Secretary Bar of Montreal.

4753-54-2

Avis de Faillites

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Wilfrid Lalonde, Demandeur ;

vs.

Joseph Bélanger, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

WILFRID LALONDE,
Gardien provisoire.

Montréal, 21 décembre 1899. 27

Bankrupt Notices

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Wilfrid Lalonde, Plaintiff ;

vs.

Joseph Bélanger, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made at the office of the prothonotary of this district an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

WILFRID LALONDE,
Provisional guardian.

Montreal, 21st December, 1899. 28

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de T. D. Buzzell & Co., Faillis.

Avis est par le présent donné que, je soussigné, John W. Ross, comptable licencié, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur des dits biens, par jugement rendu dans la cour supérieure, le 30e jour de décembre dernier.

Les créanciers sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations assermentées sous trente jours de cette date.

JOHN W. ROSS,
Curateur
des biens de T. D. Buzzell & Co.

Bureau de P. S. Ross & Fils,
Comptables licenciés,
1766, rue Notre-Dame.
Montréal, 2 janvier 1900. 23

In re Wilfrid Desrochers, Failli.

Avis est par le présent donné que Wilfrid Desrochers, entrepreneur en maçonnerie, des cité et district de Trois-Rivières, a, le vingt-deux décembre dernier (1899), fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, du district de Trois-Rivières.

WILFRID DESROCHERS,
Débiteur cédant.
Trois-Rivières, 3 janvier 1900. 37

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Philippe Delisle. Demandeur ;

vs.

Labelle & Deschamps, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que les dits défendeurs ont, ce jour, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

P. DELISLE,
Gardien provisoire.
Montréal, 22 décembre 1899. 29

Province de Québec, District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

In re J. N. Duguay & Cie., (Robert Duguay), La Baie du Febvre, Failli ;

et

Arthur Gagnon & L. A. Caron,
Curateurs conjoints.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25e jour de janvier 1900, après laquelle date les dividendes seront payables à nos bureaux.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 3 janvier 1900. 31

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Arthur Paquette, Demandeur ;

vs.

James Douglas, contracteur. Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

ARTHUR PAQUETTE,
Gardien provisoire.
Montréal, 21 décembre 1899. 25

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of T. D. Buzzell & Co., Insolvents.

Notice is hereby given that I, the undersigned, John W. Ross, chartered accountant, of the city of Montreal, was duly appointed curator to the said estate, by judgment rendered in the superior court, on the 30th December last.

The creditors are hereby notified to file their sworn claims with me within a delay of thirty days from date.

JOHN W. ROSS,
Curator.
Estate T. D. Buzzell & Co.

Office of P. S. Ross & Sons,
Chartered accountants,
1766, Notre Dame street.
Montreal, 2nd January, 1900. 24

In re Wilfrid Desrochers, Insolvent.

Notice is hereby given that Wilfrid Desrochers, masonry contractor, of the city and district of Three Rivers, has, the 22nd day of December last (1899), made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, for the district of Three Rivers.

WILFRID DESROCHERS,
Insolvent.
Three Rivers, 3rd January, 1900. 38

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Philippe Delisle, Plaintiff ;

vs.

Labelle & Deschamps, Defendants.

Notice is hereby given that the said defendants have, this day, made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of said district.

P. DELISLE,
Provisional guardian.
Montreal, 22nd December, 1899. 30

Province of Quebec, District of Richelieu. } *Superior Court.*

In re J. N. Duguay & Co., (Robert Duguay), La Baie du Febvre, Insolvent ;

and

Arthur Gagnon & L. A. Caron,
Joint curators.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to contestation until the 25th January, 1900, after which date the dividends will be payable our at offices.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 3rd January, 1900. 32

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Arthur Paquette, Plaintiff ;

vs.

James Douglas, contractor, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made an abandonment of his estate for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary for said district.

ARTHUR PAQUETTE,
Provisional guardian.
Montreal, 21st December, 1899. 26

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Charles Lamoureux, commerçant, de la cité de Montréal, Failli.

Avis public est par le présent donné que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux temps et lieu mentionnés plus bas.

Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 771 du code de procédure civile de la province de Québec, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi.

Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente doivent être déposées entre les mains du soussigné, à son bureau, avant les quinze jours qui précèderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, savoir :

1° Un lot de terre ou emplacement sis et situé au ci-devant village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, maintenant le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent trente (330), de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et six (166), des plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé d'Hochelaga—sans bâtisses.

Pour être vendu JEUDI, le QUINZIEME jour de FEVRIER mil neuf cents, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du shérif du district de Montréal, en le palais de justice de la cité de Montréal.

J. U. EMARD,
Syndic.

Bureau : New York Life Building,
Chambre 503.
Montréal, 4 décembre 1899. 4389 3
[Première publication, 9 décembre 1899.]

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMENDMENTS.

In the matter of Charles Lamoureux, trader, of the city of Montreal, Insolvent.

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter mentioned will be sold at the time and place mentioned below.

All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 771 of the code of civil procedure of the province of Quebec, are hereby required to make them known according to law.

All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be fyled with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days immediately preceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be fylêd at any time within six days next after the day of sale to wit :

1° A lot of land situated in the heretofore incorporated village of Hochelaga, in the county of Hochelaga, now the Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated under number three hundred and thirty (330), of the official subdivision of lot number one hundred and sixty-six (166), on the official plan and book of reference for the said incorporated village of Hochelaga—without any buildings thereon erected.

To be sold on THURSDAY, the FIFTEENTH day of FEBRUARY, nineteen hundred, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the sheriff of the district of Montreal, at the court house, in the city of Montreal.

J. U. EMARD,
Assignee.

Office : New York Life Building,
Room 503.
Montreal, 4th December, 1899. 4390
[First published, 9th December, 1899.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce

Beauce, à savoir : } FIRMIN LABRECQUE, ES QUALITÉ, Demandeur ;
No. 2962. }
contre JEAN AUDET DIT LAPOINTE, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Sainte-Marguerite, en la concession Saint-François de Sales, de deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins—sans bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Marguerite, sous le numéro trois cent douze (312).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marguerite, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. POIRIER,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Village de Saint-Joseph, Beauce, 2 janvier 1900.
13
[Première publication, 5 janvier 1900.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } FIRMIN LABRECQUE, ES QUALITÉ, Plaintiff ; against
No. 2962. }
JEAN AUDET DIT LAPOINTE, Defendant, to wit :

A lot situate in the parish of Sainte Marguerite, in the Saint François de Sales concession, of two arpents in front by twenty arpents in depth, more or less—without buildings, circumstances and dependencies, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Sainte Marguerite, as number three hundred and twelve (312).

To be sold at the church door of the parish of Saint Marguerite, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at TWO of the clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Village of Saint Joseph, Beauce, 2nd January, 1900. 14
[First published, 5th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir : No 555. } THEOPHILE BEAUDOIN, Demandeur; vs NARCISSE LAFLAMME, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, connue sous le numéro sept e (7 e), du cadastre officiel pour le huitième rang du canton de Broughton—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.

Village de Saint-Joseph, Beauce, 14 décembre 1899. 4599-2

[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : No. 555. } THEOPHILE BEAUDOIN, Plaintiff; vs. NARCISSE LAFLAMME, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Pierre de Broughton, known as number seven e (7 e), of the official cadastre for the eighth range of the township of Broughton—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre of Broughton, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.

Village of Saint Joseph, Beauce, 14th December, 1899. 4600

[First published, 16th December, 1899.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, District de Bedford. No 6577. } LILLIAN MAUD POWELL, du canton de Bolton (partie est), dans le district de Bedford, fille majeure, et usant de ses droits, Demanderesse ; contre les meubles et immeubles de A. E. FOSTER, du dit canton de Bolton (partie est), dans le dit district, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-quatre (24), dans le neuvième rang, du canton de Bolton, dans le comté de Brome, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, comme lot de cadastre numéro douze cent dix-sept (1217), contenant quatre-vingt-un acres en superficie, plus ou moins—ensemble avec toutes les bâtisses, améliorations et appartenances qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond (ainsi appelé), dans le comté de Brome et district de Bedford, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.

Sweetsburg, 3 janvier 1900. 43

[Première publication, 5 janvier 1900.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford. No. 6577. } LILLIAN MAUD POWELL, of the township of Bolton (east part), in the district of Bedford, spinster, *fille majeure et usant de ses droits*, Plaintiff; against the goods and lands of A. E. FOSTER, of the said township of Bolton (east part), in the said district, Defendant.

That certain piece of land forming part of lot number twenty-four (24), in the ninth range, of the township of Bolton, in the county of Brome, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of said township of Bolton, as cadastral lot number twelve hundred and seventeen (1217), containing eighty-one acres in superficies, more or less—together with all buildings and improvements thereon and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond (so called), in the county of Brome and district of Bedford, on the TENTH day of FEBRUARY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.

Sweetsburg, 3rd January, 1900. 44

[First published, 5th January, 1900.

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : No. 444. } JOSEPH ELZEAR BEDARD, de la paroisse de Sainte-Foye, ERNEST HAMEL ET HENRI HAMEL, tous deux de la cité de Québec, marchands, Demandeurs ; contre AUGUSTIN HUDON, de Hébertville, district de Chicoutimi, hussier, Défendeur.

Les immeubles désignés sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du rang un, du canton Métabetchouan, sous les numéros 48 E, 48 F, 48 G, 48 H, 48 I, 48 J et 48 N.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : No. 444. } JOSEPH ELZEAR BEDARD, of the parish of Saint Foye, ERNEST HAMEL AND HENRI HAMEL, both of the city of Quebec, merchants, Plaintiffs; against AUGUSTIN HUDON, of Hebertville, district of Chicoutimi, bailiff, Defendant.

The lots described on the official plan and book of reference of the cadastre of range one, of the township Metabetchouan, as numbers 48 E, 48 F, 48 G, 48 H, 48 I, 48 J and 48 N.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Métabetchouan, Chambord, le HUITIEME jour du mois de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 26 décembre 1899. 3
[Première publication, 5 janvier 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : No 485. } PIERRE DESBIENS, cultivateur, de Notre-Dame de Laterrière, Demandeur ; contre EUGENE DESBIENS, marchand, de Jonquière, Défendeur.

Un emplacement étant le numéro vingt-deux E (No 22 E), du quatrième rang du canton de Jonquière, d'après le plan et le livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Jonquière, contenant dix-huit perches en superficie ; borné au nord par le numéro vingt-deux D, à l'est par le numéro vingt-deux B, au sud par le numéro vingt-deux F, et à l'ouest par un chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 16 décembre 1899. 4623-2
[Première publication, 23 décembre 1899.]

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint Louis de Metabetchouan, Chambord, on the EIGHTH day of the month of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 26th December, 1899. 4
[First published, 5th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : No. 485. } PIERRE DESBIENS, farmer, of Notre-Dame de Laterrière, Plaintiff ; against EUGENE DESBIENS, merchant, of Jonquière, Defendant.

A lot being number twenty-two E (No. 22 E), of the fourth range of the township of Jonquière, according to the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Jonquière, containing eighteen perches in area ; bounded on the north by number twenty-two D, on the east by number twenty-two B, on the south by number twenty-two F, and on the west by a public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Dominique de Jonquière, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next.

O. BOSSÉ,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 16th December, 1899. 4624
[First published, 23rd December, 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : No 174. } DELPHIS BISAILLON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre LOUIS BOUSQUET, de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé sur la rue Henri, dans la ville et le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro cent dix-huit (No 118), de la contenance de 306,146 pieds en superficie—avec maisons et autres bâtisses y érigées.

2° Un autre lot de terre sis et situé sur la rue Pamélia, dans la ville et le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro trois cent cinquante-six (No 356), de la contenance de quinze mille six cent soixante pieds en superficie—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le dit district d'Iberville, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 décembre 1899. 4589-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : No. 174. } DELPHIS BISAILLON, farmer, of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, Plaintiff ; against LOUIS BOUSQUET, of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinth, Defendant.

1. A lot of land lying and situate on Henri street, in the town and district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number one hundred and eighteen (No. 118), containing 306,146 feet in superficies—with houses and other buildings thereon erected.

2. An other lot of land lying and situate on Pamelia street, in the town and district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number three hundred and fifty-six (No. 356), containing fifteen thousand six hundred and sixty feet in superficies—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 13th December, 1899. 4590
[First published, 16th December, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.

Province de Québec. District de Montmagny. No 583. } PHILEAS MORIN, de Notre-Dame du Rosaire, canton Ashburton ; contre NAZAIRE ROBIN, du même lieu, savoir :

1° Un terrain connu sous le numéro quatre (4), du cadastre officiel du canton Ashburton, septième rang.

2° Un terrain de la contenance de seize perches de largeur sur environ vingt-huit arpents de profondeur, étant la moitié sud du lot numéro trente-huit (38), du cadastre official du susdit canton, rang A—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 14 décembre 1899. 4537-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec. District de Québec. No. 19. } DEMOISELLE HÉLOISE ROUSSEAU ET DEMOISELLE JESSIE ROUSSEAU, toutes deux de la paroisse de Saint-Michel de Bellechasse, filles majeures et usant de leurs droits ; contre ALFRED LABRECQUE, ci-devant de Saint-Charles de Bellechasse, et maintenant aux Etats-Unis d'Amérique, savoir :

Une terre connue et désignée sous le numéro cinq (5), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles, rang nord—avec bâtisses dessus construites. A charge de la rente viagère et des obligations mentionnées dans un acte fait devant S. V. Larue, notaire, le 11 décembre 1876, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse, sous le No. 16287.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Charles, JEUDI, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny 14 décembre 1899. 4539-2
[Première publication 16 décembre 1899.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.

Province of Quebec, District of Montmagny. No. 583. } PHILEAS MORIN, of Notre-Dame du Rosaire, township Ashburton ; against NAZAIRE ROBIN, of the same place, to wit :

1. A land known as number four (4), of the official cadastre of the township Ashburton, seventh range.

2. A lot containing sixteen perches in width by about twenty-eight arpents in depth, being the south half of lot number thirty-eight (38), of the official cadastre of the aforesaid township, range A—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in the registry office of the county of Montmagny, on WEDNESDAY the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 14th December, 1899. 4538
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Quebec. No. 19. } MISS HELOISE ROUSSEAU AND MISS JESSIE ROUSSEAU, both of the parish of Saint Michel de Bellechasse, spinster ; against ALFRED LABRECQUE, heretofore of Saint Charles de Bellechasse, and now in the United States of America, to wit :

A land known and designated as number five (5), of the official cadastre of the parish of Saint Charles, range north—with buildings thereon erected. Subject to the charge of a life rente and of the obligations setforth in a deed made before S. V. Larue, notary, on the 11th of December, 1876, registered in the registry office of the county of Bellechasse, under No. 16287.

To be sold at the church door of Saint Charles, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 14th December, 1899. 4540
[First published, 16th December, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 536. } LE CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de DAME MARIE PRESCILLE BENOIT, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Gédéon Bourdeau, ci-devant absent, mais actuellement en les cité et district de Montréal, et

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 536. } LE CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff : against the lands and tenements of MARY PRESCILLE BENOIT, of the city and of the district of Montreal, wife separated as to property of Gédéon Bourdeau, formerly absent, but actually in the city and district of Montreal, and

ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Philippe Benoit, marchand du même lieu, ès-qualité curateur à la substitution créée par le testament de feu Dame Mélanie Robert dit Namur ; Raoul Bourdeau, Alexandra Bourdeau et Victoria Bourdeau, toutes deux filles majeures, Alexandre Bourdeau, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Eva, Léopold et Armand Bourdeau, tous enfants mineurs des dits Gédéon Bourdeau, et Marie Prescille Benoit, tous de la cité et du district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs ès-noms et qualités.

La jouissance et l'usufruit sur la défenderesse, Dame Marie Prescille Benoit, et la nue propriété sur les autres défendeurs, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, ayant front d'un bout sur la rue Cadieux, et de l'autre bout sur l'avenue de l'hôtel de ville, connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-trois (223), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

2 Un autre lot de terre, sis et situé au même lieu; borné en front par la rue Dubord, connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-cinq (225), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—et avec les bâtisses dessus construites. Pour être vendus les dits immeubles, séparément, mais chacun comme un seul tout en usufruit et en nue propriété.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 2 janvier 1900. 4663
[Première publication, 5 janvier 1900.]

Première publication du 23 décembre 1899, est nulle.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1114. } THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE CO., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de MARIE DESANGES VEZINA, ci-devant de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de George Rodrigue, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, tous deux maintenant absents de cette province, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans la ville de Longueuil, connu comme lot numéro deux cent quatre-vingt-seize (296), de la subdivision du lot numéro trois cent quarante-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, faisant front sur la rue Saint-Alexandre, dans la dite ville de Longueuil—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montreal, 2 janvier 1900. 15
[Première publication, 5 janvier 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (C)
District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 385. } DAVID H. HALSTEAD, ès-qualité, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de EDMUND GUERIN, avocat, du même lieu, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu eu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le seizième jour de novembre dernier (1899), aura lieu

the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof; Philippe Benoit, merchant, of the same place, in his quality of curator to the substitution created by the will and testament of the late Dame Melanie Robert dit Namur; Raoul Bourdeau, Alexandra Bourdeau and Victoria Bourdeau, spinstresses, and Alexandre Bourdeau, as well personally as in his quality of tutor to Eva, Leopold and Armand Bourdeau, all minor children of the said Gédéon Bourdeau, and Marie Prescille Benoit, all of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants *ès noms et qualités.*

The enjoyment and usufruct seized on the defendant, Dame Marie Prescille Benoit, and the ownership (*nue propriété*) on the other defendants, to wit:

A lot of land situate and being in the city of Montreal, fronting at one end on Cadieux street, and at the other end on city hall avenue, known and described as number two hundred and twenty-three (223), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate and being at the same place; bounded in front by Dubord street, known and described as number two hundred and twenty-five (225), of the official plan and book of reference of Saint James ward—with the buildings thereon erected. Said lots to be sold separately but each in one single lot for usufruct and for ownership.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 2nd January, 1900. 4664
[First published, 5th January, 1900.]

First publication of the 23rd December, 1899, is null.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1114. } THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE CO., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of MARIE DESANGES VEZINA, heretofore of the town of Longueuil, in the district of Montreal, wife separated as to property of George Rodrigue, to authorize and assist his said wife, both now absent from this province, Defendant.

A certain lot of ground situate in the town of Longueuil, and known as lot number two hundred and ninety-six (296), of the subdivision of lot number three hundred and forty-eight, on the official plan and book of reference of village of Longueuil, and fronting on Saint Alexander street, in said town of Longueuil—with the buildings and dependencies thereto belonging thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 2nd January, 1900. 16
[First published, 5th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (C)
District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 385. } DAVID H. HALSTEAD, es-quality, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of EDMUND GUERIN, advocate, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which should took place, at my office, in the city of Montreal, on the sixteenth day of November last (1899), will take place again,

à TROIS heures de l'après-midi, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain.

A la revente (folle enchère), frais, risques et charges de l'adjudicataire, Samuel Harris, et de plus le dit adjudicataire paiera les frais des procédures sur la folle-enchère.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 3 janvier 1900. 49
[Première publication, 5 janvier 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
District de Montréal.

Montréal à savoir : No. 107. } LOUIS ST. GERMAIN, de la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge, district de Montréal, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tènements de JEAN-BAPTISTE LEGAULT DIT DESLAURIERS, de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montreal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de la Pointe Claire, connu et désigné sous le numéro soixante et dix-sept (77), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Pointe Claire, contenant une superficie d'environ deux arpents—sans bâtisses.

2° Une terre sise et située en la Côte Saint-Rémi, en la dite paroisse de la Pointe Claire, connue et désignée sous le lot officiel numéro soixante et seize (76), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Pointe Claire, de la contenance de trois arpents de front sur vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites.

3° Un lopin de terre composé de deux lots de terre ci-bas décrits comme suit : une terre sise et située en la Côte Saint-Remi des Sources, en la paroisse de la Pointe Claire, de la contenance de deux arpents de front par trente arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant en front au chemin de front de la dite Côte, maintenant connue et désignée (cette dite terre), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Pointe Claire, sous le numéro soixante et dix (70)—avec les bâtisses dessus érigées, et une autre terre sise et située au même lieu, contigue à celle ci-dessus décrite, mesurant deux arpents de front par trente arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant en front au chemin de la dite Côte Saint-Rémi des Sources, et portant cette dite terre, le numéro soixante et onze (71), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de la Pointe Claire—avec les bâtisses dessus construites et ne formant ces deux derniers lots de terre qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1900), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 12 décembre 1899. 4507-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
District de Montréal.

Montréal, à savoir : No. 2272. } LE CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant le principal siège de ses affaires, en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de JOSEPH JACOB, de la ville de Saint Henri, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en la cité de Saint-Henri borné ; en front par la rue Saint Jacques, connu et désigné sous le numéro mille quarante et un (1041), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sous le numéro mille quarante-

at THREE of the clock in the afternoon, at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of FEBRUARY next.

At the resale (*folle enchère*), costs, risks and charges of the *adjudicataire* Samuel Harris, and further the said *adjudicataire* will pay the costs of the proceedings on the *folle enchere*.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 3rd January, 1900. 50
[First published, 5th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 107. } LOUIS ST. GERMAIN, of the parish of de la Présentation de la Sainte-Vierge, district of Montreal, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of JEAN-BAPTISTE LEGAULT DIT DESLAURIERS, of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the parish of Pointe Claire, known and described as number seventy-seven (77), on the official plan and book of reference of the said parish of Pointe Claire, containing an area of about two arpents—without buildings.

2. A land situate and being in the Côte Saint Remi, in the said parish of Pointe Claire, known and described as official number seventy-six (76), of the official plan and book of reference of the said parish of Pointe Claire, containing three arpents in front by twenty-one arpents in depth, more or less —with a house, a barn and other buildings thereon erected.

3. A lot of land made up of two lots of land hereinafter described, as follows : a land situate and being in the Côte Saint Remi des Sources, in the parish of Pointe Claire, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the front road of the said Côte, this said lot now known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Pointe Claire, as number seventy (70)—with the buildings thereon erected, and another land situate and being at the same place, contiguous to the one hereinabove described, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the road of the said Côte Saint Remi des Sources, and said land bearing the number seventy-one (71), on the official plan and book of reference of the said parish of Pointe Claire—with the buildings thereon erected. These two last lots forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1900), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 12th December, 1899. 4508
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 2272. } LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN a body politic and corporate, having its principal office of business, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH JACOB, of the town of Saint-Henri, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the city of Saint-Henry ; bounded in front by Saint-James street, known and described as number one thousand and forty-one (1041), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Saint-James street, known and described as number one thou-

deux (1042), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sous le numéro mille quarante-trois (1043), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus construites. A la charge d'un droit de passage en faveur du lot voisin numéro mille quarante-quatre (1044), ci-après décrit.

4° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sous le numéro mille quarante-quatre (1044), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage sur le lot numéro mille quarante-trois (1043), des susdits plans ci-haut décrits.

5° Un emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue du Parc, contenant quarante-six pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec droit de passage dans une ruelle en arrière, lequel emplacement connu et désigné comme étant la juste moitié nord-est des lots numéros onze cent quarante-six et onze cent quarante-sept (1146 et 1147), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1900), à DIX heures de l'avant-midir

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 13 décembre 1890. 4543.2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 482. } LEONIDAS VILLENEUVE, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, et l'honorable JOSEPH OCTAVE VILLENEUVE, de la cité et du district de Montréal, tous deux marchands, faisant affaires en société comme tels, en la dite ville de Saint-Louis, sous la raison sociale de "L. Villeneuve & Cie," Demandeurs ; contre les terres et tènements de FRANCOIS-XAVIER TETREAULT, ci-devant de Montréal et résidant actuellement en pays inconnus, Défendeur.

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu sous le numéro cent quatre-vingt-dix (190), de la subdivision du lot official connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro trois cent vingt-neuf (329); borné en front par la rue Bréboeuf—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1900), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 13 décembre 1899. 4541-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

sand and forty-two (1042), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Saint James street, known and described as number one thousand and forty-three (1043), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected. Subject to the charge of a right of passage in favor of the adjoining lot number one thousand and forty-four (1044), hereinafter described.

4. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Saint James street, known and described as number one thousand and forty-four (1044), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and with the right of passage over the lot number one thousand and forty-three (1043), of the aforesaid plans hereinabove described.

5. A lot situate and being at the same place ; bounded in front by Park street, containing forty-six feet in front by eighty feet in depth, english measure, and more or less, with right of passage in a lane in rear which lot is known and described as being the exact north east half of the lots numbers eleven hundred and forty-six and eleven hundred and forty-seven (1146 and 1147), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, said two lots forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next (1900), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 13th December, 1899. 4544
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 482. } LEONIDAS VILLENEUVE, of the town of Saint Louis, district of Montreal, and the Honorable JOSEPH OCTAVE VILLENEUVE, of the city and district of Montreal, both merchants, carrying on business as such in the said town of Saint Louis, under the style and firm of "L. Villeneuve & Cie," Plaintiffs ; against the lands and tenements of FRANCOIS-XAVIER TETREAULT, formerly of Montreal, and now residing in parts unknown, Defendant.

A lot situate and being in the Saint Denis ward, in the city of Montreal, known as number one hundred and ninety (190) of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, as number three hundred and twenty-nine (329) ; bounded in front by Brebœuf street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1900), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 13th December, 1899. 4542
[First published, 16th December, 1899.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } DAME SOPHIE NOEL,
No 280. } de la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, Demanderesse ; contre EDOUARD MADERE, ci-devant du même lieu, mais maintenant du canton de Hull, dans le dit district, Défendeur, à savoir :

Un lot situé au coin des rues Thomas et Broad, dans la ville d'Aylmer, dit district d'Ottawa, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville, comme le lot numéro six cent cinqnante-trois (653)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement en la cité de Hull, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 13 décembre 1899. 4531-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } LA BANQUE JACQUES-
No 83. } CARTIER, corps politique et incorporée suivant la loi, ayant son principal bureau et place d'affaire en la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de DAME ABIGAIL E. BRIGHAM, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Défenderesse, à savoir :

Tous ces morceaux ou parcelles de terre situés en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, et connu suivant les plan et livre de renvoi officiels de la dite cité de Hull, comme suit, et chacun des dits lots contenant trente-neuf pieds et neuf pouces de largeur, sur quatre-vingt pieds de profondeur—plus ou moins, saveir :

Dans le quartier deux, de la dite cité de Hull :

1° Les lots numéros 12, 23, 30, 41, 47, 58, 64, 75 et 82, tous situés du côté ouest d'une rue non nommée au dit plan officiel, et étant la septième parallèle avec le chemin de Chelsea sur le côté-est, et vers l'est de la voie du chemin de fer Pacifique Canadien.

2° Les lots numéros 13, 22, 31, 40, 48, 57, 65, 74 et 83, tous situés du côté est de la dite septième rue du dit chemin de Chelsea.

3° Les lots numéros 14, 21, 32, 39, 49, 56, 66, 73 et 84, tous du côté ouest d'une rue non nommée sur le dit plan, et étant la huitième parallèle avec le dit chemin de Chelsea, du côté est.

4° Les lots numéros 15, 20, 33, 38, 50, 55, 67, 72 et 85, tous du côté est de la dite rue en dernier lieu ci-dessus mentionnée.

5° Les lots numéros 16, 19, 34, 37, 51, 54, 68, 71 et 86, tous du côté ouest d'une rue non nommée sur le dit plan, et étant la neuvième parallèle avec le dit chemin de Chelsea sur le côté est du dit chemin.

6° Les lots numéros 17, 18, 35, 36, 52, 53, 59, 70 et 87, tous du côté est de la rue ci-dessus en dernier lieu décrit, et adjoignant le côté ouest du ruisseau Brewery.

Pour être vendus au bureau du shérif en la cité de Hull, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 12 décembre 1899. 4527-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } JOHN RAMSAY FLEMING,
No. 162. } de la cité de Hull, prothonotaire-conjoint pour le district d'Ottawa, Demandeur ; contre les terres et tènements de DAME

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Dis rict of Ottawa.

Ottawa, to wit : } DAME SOPHIE NOEL, of
No. 280. } the town of Aylmer, in the district of Ottawa, Plaintiff ; against EDOUARD MADERE, formerly of the same place, but now of the township of Hull, in said district, Defendant, to wit :

A lot situate at the corner of Thomas and Broad streets, in the town of Aylmer, in said district of Ottawa, known on the official plan and in the book of reference for said town, as lot number six hundred and fifty-three (653)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 13th December, 1899. 4532
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } LA BANQUE JACQUES-
No. 83. } CARTIER, a body corporate and politic duly incorporated according to law, having its chief place of business in the city of Montreal, Plaintiff ; against the land and tenements of DAME ABIGAIL E. BRIGHAM, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, Defendant, to wit :

All those pieces or parcels of land lying and situate in the city of Hull, in the district of Ottawa, and known according to the official plan and in the book of reference of said city of Hull, as follow, and each of said lots containing thirty-nine feet, nine inches in width by eighty feet in depth—more or less, viz :

In ward number two, of said city of Hull, viz :

1. The lots numbers 12, 23, 30, 41, 47, 58, 64, 75 and 82, all lying on the westerly side of a street not named in said official plan, and being the seventh street parallel with the Chelsea road, on the easterly side thereof, and easterly from the Canadian Pacific railway track.

2. The lots numbers 13, 22, 31, 40, 48, 57, 65, 74 and 83, all on the easterly side of said seventh street from said Chelsea road.

3. The lots numbers 14, 21, 32, 39, 49, 56, 66, 73 and 84, all on the westerly side of a street not named on said plan, and being the eighth street parallel with said Chelsea road, on the easterly side thereof.

4. The lots numbers 15, 20, 33, 38, 50, 55, 67, 72 and 85, all on the easterly side of said lastly described street.

5. The lots numbers 16, 19, 34, 37, 51, 54, 68, 71 and 86, all on the westerly side of a street not named on said plan, and being the north street parallel with said Chelsea road on the easterly side thereof.

6. The lots numbers 17, 18, 35, 36, 52, 53, 69, 70 and 87, all on the easterly side of said lastly described street, and adjoining the westerly side of Brewery creek.

To be sold at the sheriff's office in the city of Hull, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 12th December, 1899. 4528
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } JOHN RAMSAY FLEMING,
No. 162. } of the city of Hull, joint prothonotary for the district of Ottawa, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ABI-

ABIGAIL E. BRIGHAM, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Défenderesse, à savoir :

Tous ces morceaux ou parcelles de terre situés en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, et connu suivant le plan et livre de renvoi officiels de la dite cité de Hull, comme suit, et chacun des dits lots contenant trente-neuf pieds et neuf pouces de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur, plus ou moins, savoir :

Dans le quartier No 1 de la dite cité de Hull :

1° Les lots numéros 211, 230, 233 et 167, et situés du côté ouest d'une rue non nommée au plan officiel, et étant la première rue parallèle avec le chemin de Chelsea, sur le côté est.

2° Les lots numéros 235, 228, 213, 206, 191 et 184, situés du côté ouest d'une rue non nommée au dit plan, et étant la deuxième rue parallèle avec le dit chemin de Chelsea, sur le côté est.

3° Les lots numéros 149, 170, 183, 192, 205, 214, 227 et 236, tous situés du côté est de la dite rue en dernier lieu ci-dessus mentionnée.

4° Les lots numéros 237, 226, 215, 204, 193, 182, 171, 160 et 150, tous situés du côté ouest d'une rue non nommée au dit plan, et étant la troisième rue parallèle avec le dit chemin de Chelsea, sur le côté est.

5° Les lots numéros 151, 159, 172, 181, 194, 203, 216, 225 et 238, tous du côté est de la rue en dernier lieu ci-dessus mentionnée.

6° Les lots numéros 239, 224, 217, 202, 195, 180, 173, 158 et 152, tous du côté ouest d'une rue non nommée au dit plan, et étant la quatrième rue parallèle avec le dit chemin de Chelsea, sur le côté est.

7° Les lots numéros 153, 157, 174, 179, 196, 201, 218, 223 et 240, tous du côté est de la rue en dernier lieu ci-dessus mentionnée.

8° Les lots numéros 241, 222, 219, 200, 197, 178, 175, 156 et 154, tous du côté ouest d'une rue non nommée au dit plan et étant la cinquième rue parallèle avec le dit chemin de Chelsea, sur le côté est.

9° Le lot numéro 242, du côté est de la rue en dernier lieu ci-dessus mentionnée.

Dans le quartier numéro deux, de la dite cité de Hull :

1° Les lots numéros 9, 26, 27, 43, 44, 60, 61, 78 et 79, tous du côté est de la dite cinquième rue parallèle avec le dit chemin de Chelsea.

2° Les lots numéros 10, 25, 28, 42, 45, 59, 62, 77 et 80, tous du côté ouest d'une rue non nommée au dit plan, et étant la sixième rue parallèle avec le dit chemin de Chelsea, sur le côté est, et sur le côté ouest de la voie du chemin de fer Pacifique Canadien.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la cité de Hull, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 13 décembre 1899. 4529-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } JEREMIE PALMA LA-
No 154. } HAIE, de la ville de Buckingham, dans le dit district d'Ottawa, Demandeur ; contre les terres et tènements de EUSEBE BIROLEAU DIT LAFLEUR ET LEANDRE BIROLEAU DIT LAFLEUR, tous deux du même lieu, Défendeurs, à savoir :

1° Saisi comme appartenant au dit Eusèbe Biroleau dit Lafleur. Ces lots connus et décrits comme lots numéros quinze A et seize A (15a et 16a), dans le neuvième rang du canton de Portland Est, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton—ensemble avec les bâtisses et appartenances. Chaque lot contenant 75 acres en superficie, plus ou moins.

GAIL E. BRIGHAM, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, Defendant, to wit :

All those pieces or parcels of land lying and situate in the city of Hull, in the district of Ottawa, and province of Quebec, and known according to the official plan and in the book of reference of said city of Hull, as follows, and each of said lots containing thirty-nine feet nine inches in width by eighty feet in depth, more or less, viz :

In ward No. 1, of said city of Hull :

1. The lots numbers 211, 230, 233 and 167, and lying on the west side of a street not named on the official plan and being the first street parallel with the Chelsea road, on the easterly side there of.

2. The lots numbers 235, 228, 213, 206, 191 and 184, lying on the westerly side of a street not named on said plan and being the second street parallel with the said Chelsea road, on the easterly side thereof.

3. The lots numbers 149, 170, 183, 192, 205, 214, 227 and 236, all being on the easterly side of said lastly described street.

4. The lots numbers 237, 226, 215, 204, 193, 182, 171, 160 and 150, lying all on the westerly side of a street not named on the said plan and lying the third street parallel with the said Chelsea road, on the easterly side thereof.

5. The lots numbers 151, 159, 172, 181, 194, 203, 216, 225 and 238, all on the easterly side of the lastly described street.

6. The lots numbers 239, 224, 217, 202, 195, 180, 173, 158 and 152, all of the westerly side of a street not named on the said plan and being the fourth street parallel with said Chelsea road, on the easterly side thereof.

7. The lots numbers 153, 157, 174, 179, 196, 201, 218, 223 and 240, all on the easterly side of said lastly described street.

8. The lots numbers 241, 222, 219, 200, 197, 178, 175, 156 and 154, all on the westerly side of a street not named on said plan, and being the fifth street, parallel with said Chelsea road, on the easterly side thereof.

9. The lat number, 242, on the east side of said lastly described street.

In ward number two, of said city of Hull :

1. The lots numbers 9, 26, 27, 43, 44, 60, 61, 78 and 79, and on the east side of said fifth street paralled with said Chelsea road.

2. The lots numbers 10, 25, 28, 42, 45, 59, 62, 77 and 80, on the westerly side of a street, not named on said plan, and being the sixth street, parallel with said Chelsea road, on the easterly side thereof and on the westerly side of the Canadian Pacific Railway track.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Hull, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 13th December, 1899. 4530
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } JÉREMIE PALMA LAHAIE,
No. 154. } of the town of Buckingham, in the said district of Ottawa, Plaintiff ; against the lands and tenements of EUSEBE BIROLEAU DIT LAFLEUR AND LEANDRE BIROLEAU DIT LAFLEUR, both of the same place, Defendants, to wit :

1. Seized as belonging to the said Eusèbe Biroleau dit Lafleur. Those certain lots known and described as lots numbers fifteen A and sixteen A (15a and 16a), in the ninth range of the township of Portland East, in the county of Labelle and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said township—together with the buildings and appurtenances thereto belonging. Each lot containing 75 acres in superficies, more or less.

2° Saisi comme appartenant au dit Léandre Biroleau dit Lafleur. Lot numéro dix-sept (17), dans le dixième rang du dit canton de Portland Est, dans les dits comtés et districts, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton—ensemble avec les bâtisses et appartenances. Le dit lot contenant 118 acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du village de Papineauville, dit district, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 14 décembre 1899. 4533-2
[Première publication, 23 décembre 1899.]

La première publication dans la dernière insertion est nulle.

2. Seized as belonging to the said Léandre Biroleau dit Lafleur. Lot number seventeen (17), in the tenth range of the said township of Portland East, in said county and district according to the, official plan and book of reference for said township—together with the buildings and appurtenances thereto belonging. Containing 118 acres in superficies, more or less.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, said district, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 14th December, 1899. 4534
[First published, 23rd December, 1899.]

The first publication in the last issue is null.

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No. 475. } JOSEPH-AMEDÉE MAILLOUX, de la cité de Québec, rentier, contre GEORGES BEAUCAGE, du même lieu, à savoir :

Le lot No. 1 (un), du cadastre officiel de la paroisse de St-Alban, comté de Portneuf, étant une terre de figure irrégulière située en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière, contenant à peu près cent sept arpents en superficie ; à distraire du dit immeuble les emplacements appartenant à Joseph Plamondon, Clet Thibault, Ferdinand Leclerc, Hubert Laganière, Candide Perreault, Georges Châteauvert, Henri Marcotte et Emma Pérusse ou leurs représentants—avec bâtisses, circonstantes et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alban, comté de Portneuf, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 janvier 1900. 53.
[Première publication, 5 janvier 1900.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Quebec.

Québec, à savoir : No 2524. } DANS une cause où GEORGE HOUGH, de Québec, propriétaire d'étables, était Demandeur ; JEAN CHRYSOSTOME LANGELIER, de Québec, était Défendeur, et Alphonse Charlebois, de Québec, entrepreneur, était tiers-saisi ; le dit George Hough contre le dit Alphonse Charlebois, tiers-saisi, à savoir :

L'immeuble No 2608 (deux mille six cent huit), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, et connu sous le nom d'Académie de Musique—avec bâtisses dessus construites, situés rue Saint-Louis. A charge d'un bail de neuf ans en faveur de Antoine Aimé Charlebois, commencé le premier jour de mai 1899, et devant se terminer le dernier jour d'avril 1908.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif. Shérif.
Québec, 4 janvier 1900. 51
[Première publication, 5 janvier 1900.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 475. } JOSEPH AMEDEE MAILLOUX, of the city of Quebec, *rentier* ; against GEORGES BEAUCAGE, of the same place, to wit :

Lot No. 1 (one), of the official cadastre for the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being an irregular lot situate in the fourth range of the seigniory of Lachevrotière, containing nearly one hundred and seven arpents in area ; reserving from the said lot the lots belonging to Joseph Plamondon, Clet Thibault, Ferdinand Leclerc, Hubert Laganière, Candide Perreault, Georges Châteauvert, Henri Marcotte and Emma Perusse, or their representatives—together with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, on the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 4th January, 1900. 54
[First published, 5th January, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : No. 2524. } IN a cause wherein GEORGE HOUGH, of Quebec, livery stables, proprietor, was Plaintiff ; JEAN CHRYSOSTOME LANGELIER, of Quebec, was Defendant, and Alphonse Charlebois, of Quebec, contractor, was garnishee ; the said George Hough against the said Alphonse Charlebois, garnishee, to wit :

The immovable No. 2608 (two thousand six hundred and eight), of the official cadastre for Saint Lewis ward, of the city of Quebec, and known as Music Hall—with buildings thereon erected, and situate on Saint Lewis street. Subject to the charge of a lease for nine years in favor of Antoine Aimé Charlebois, beginning on the first of May, 1899, and ending on the last of April, 1908.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 4th January, 1900. 52
[First published, 5th January, 1900.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : No 2144. } LA CITÉ DE QUÉBEC; vs. ALFRED LELIEVRE, senior, des cité et district de Québec, cordonnier, à savoir :

Le lot No 711 (sept cent onze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Kirouac—avec bâtisses. Sujet à une rente annuelle de $5.00, payable le 29 septembre aux MM. Boisseau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 janvier 1900. 55
[Première publication, 5 janvier 1900.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : No. 2144. } THE CITY OF QUEBEC ; vs. ALFRED LELIEVRE, senior, of the city and district of Quebec, shoemaker, to wit :

Lot No. 711 (seven hundred and eleven), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Kirouac street—with buildings. Subject to a yearly rent of $5.00, payable on the 29th of September, to the Messrs. Boisseau.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 4th January, 1900. 56
[First published, 5th January, 1900.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure du district Richelieu.

Sorel, à savoir : No. 4195. } LA CITÉ DE SOREL, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Demanderesse ; contre LEONARD GEORGES JAMES FOSBROOKE, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue George en bas ou rang du chenal du Moine, étant le lot numéro six (No. 6), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus désigné, saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le vingt-deuxième jour du mois juin dernier, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le SEPTIEME jour du mois de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 2 janvier 1900. 45
[Première publication, 5 janvier 1900].

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Superior Court of the District of Richelieu.

Sorel, to wit : No. 4195. } THE CITY OF SOREL, a body politic and corporate, having its principal business office in the city of Sorel, in the district of Richelieu, Plantiff : against LEONARD GEORGES JAMES FOSBROOKE, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate in the city of Sorel, on lower George street or range of the chenal du Moine, being lot number six (6), of the officiel cadastre of the town of Sorel—with buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable hereinabove described, seized in the present cause, which should have taken place in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the twenty-second day of the month of June last, at ten o'clock in the forenoon, will take place in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the SEVENTH day of the month of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 2nd January, 1900. 46.
[First published, 5th January, 1900.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe. No 93. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Demanderesse ; vs. PIERRE BOUCHARD, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, sur le septième rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times andplaces mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinth. No 93. } THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Plaintiff; vs. PIERRE BOUCHARD, Defendant

A lot of land situate in the parish of Saint Théodore d'Acton, county of Bagot, on the seventh range, known and designated on the official plan and book of refer-

officiels pour la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sous le numéro quarante-six (No 46), contenant deux arpents et demi de largeur au front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front par le chemin public, en arrière par un nommé St Germain, d'un côté par Prospère Leclaire, et de l'autre côté par un nommé Guerin—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à UNE heures de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 3 janvier 1900. 4729
[Première publication, 5 janvier 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. No. 151. } PAUL RAINVILLE, Demandeur : contre LUDGER CAILLÉ, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, comté de Rouville, sur le rang de la Savanne, et désignée comme étant le lot numéro vingt-neuf, (No. 29), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, le SEIZIEME jour du mois de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 12 décembre 1899. 4513-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour Supérieure

Canada Province de Québec, District de Montréal. No 650. } ROBERT TERROUX, Demandeur, vs J. OLIVA BENJAMIN ET AL, Défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Mathias, comté de Rouville, sur le rang de la Rivière des Hurons, de forme irrégulière, contenant environ cent quinze arpents en superficie, et étant les lots numéros cent quinze, cent seize et cent dix-sept, Nos (115, 116 et 117), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Mathias—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi

EUGENE SICOTTE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 12 décembre 1899. 4511-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour de Circuit dans et pour le comté de Rouville.

Canada, Province de Québec. District de Saint-Hyacinthe. No. 733. } ARTHUR LEDOUX, Demandeur : vs. LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DES COMTES UNIS, Défenderesse.

Saisie sur la défenderesse, la Compagnie du chemin de fer des comtés unis, savoir :

Une voie ferrée s'étendant de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, jusque là où la voie ferrée de la défenderesse, la Compagnie du chemin de fer des comtés unis, embarque sur la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, dans la paroisse de Saint-Robert, près du rang Bellevue, dans le district de Richelieu, savoir: cette certaine ligne de chemin de fer connue comme étant la Compagnie du chemin de fer des comtés unis, commençant dans la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, passant à travers la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, la paroisse de Saint-Athanase, la paroisse

ence for the said parish of Saint Théodore d'Acton, as lot number forty-six (No. 46), containing two arpents and a half in width in front by twenty-eight arpents in depth, more or less ; bounded in front by the public highway, in rear by one named St Germain, on one side by Prospère Leclaire, and on the other side by one named Guerin—with the buildings thereon erecred.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Théodore d'Acton, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at ONE o clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 3rd January, 1900. 4730
[First published, 5th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinth. No. 151. } PAUL RAINVILLE, Plaintiff; against; LUDGER CAILLÉ, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Notre Dame de Bonsecours, Rouville county, on the Savanne range, known and designated as being lot number twenty-nine (No. 29), of the official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame de Bonsecours—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Notre Dame de Bonsecours, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ONE o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 12th December, 1899. 4514
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. No. 650. } ROBERT TERROUX, Plaintiff ; vs. J. OLIVA BENJAMIN ET AL., Defendants.

A lot of land situate in the parish of Saint Mathias, Rouville county, on the River des Hurons range, of irregular form, containing about one hundred and fifteen acres in superficies, and being lots numbers one hundred and fifteen, one hundred and sixteen and one hundred and seventeen (Nos. 115, 116 and 117), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Mathias—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Mathias, the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 12th December, 1899. 4512
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Circuit Court in and for the county of Rouville.

Canada, Province of Quebec, District of St Hyacinth. No. 733. } ARTHUR LEDOUX, Plaintiff ; vs. THE UNITED COUNTIES RAILWAY COMPANY, Defendant.

Seized on the defendant, the United Counties Railway Company, to wit :

A railroad extending from the town of Iberville, in the district of Iberville, to a point where the railroad of the defendant, the United Counties Railway Company embarks (goes on) the railway of the Canadian Pacific Railway Company, in the parish of Saint Robert, near the Bellevue range, in the Richelieu district, to wit : that certain line of railway known as the United Counties Railway Company, commencing in the town of Iberville, in the district of Iberville, passing through the town of Iberville, in the district of Iberville, the parish of Saint Athanase, the parish of Saint Grégoire le Grand, in the

de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le même district, de là, passant à travers la paroisse de Saint-Angèle-de Monnoir, la paroisse de Saint-Michel-de-Rougemont, la paroisse de Saint-Damase, la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, la paroisse de Saint-Hyacinthe, la cité de Saint-Hyacinthe, la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, la paroisse de Saint-Barnabé, la paroisse de Saint-Jude, toutes dans le district de Saint-Hyacinthe, et de là, passant à travers la paroisse de Saint-Louis-de-Bonsecours, la paroisse de Saint-Aimé et la paroisse de Saint-Robert, jusque là où la voie ferrée de la défenderesse, la Compagnie du chemin de fer des comtés unis, embarque sur la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, dans la dite paroisse de Saint-Robert, près du rang Bellevue, ces trois dernières paroisses dans le district de Richelieu—avec tous les accessoires et appartenances du dit chemin de fer.

Pour être vendue au bureau du shérif du district de Saint-Hyacinthe, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 13 décembre 1899. 4523-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

same district ; thence extending through the parish of Sainte Angèle de Monnoir, the parish of Saint Michel de Rougemont, the parish of Saint Damase, the parish of Sainte Marie Madeleine, the parish of Saint Hyacinth, the city of Saint Hyacinth, the parish of Saint Thomas d'Aquin, the parish of Saint Barnabé, the parish of Saint Judes, all in the district of Saint Hyacinth, and thence extending through the parish of Saint Louis de Bonsecours, the parish of Saint Aimé and the parish of Saint Robert to a point, where the railroad of the defendant, the United Counties Railway Company embarks on the railroad of the Canadian Pacific Railway Company, in the said parish of Saint Robert, near the Bellevue range, the last three parishes in the district of Richelieu—with all the accessories and appurtenances of said railway.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Saint Hyacinth, at the court house, in the city of Saint Hyacinth, the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 13th December, 1899. 4524
[First published, 16th December, 1899.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit —District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No 118. } DAME MALVINA BRIEN DIT DESROCHERS, Demanderesse ; contre EVANGELISTE ROUX, Defendeur.

Un lot de terre situé dans le troisième rang de la paroisse de Saint Pierre les Becquets, contenant environ dix-sept arpents en superficie, désigné par le numéro deux cent soixante et huit (268), du cadastre d'icelle paroisse—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 14 Décembre 1899. 4603-2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Nicolet. District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No 162. } DAME ZENAIDE POULIN ET VIR, Demandeurs ; contre FRANÇOIS FORCIER, Defendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, dans le comté de Nicolet, concession sud-est du rang Saint-Patrice, contenant trois arpents de front sur environ trente-six arpents de profondeur, étant le lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Brigitte des Saults.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 14 décembre 1899. 4607.2
[Première publication, 16 décembre 1899.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : No. 118. } DAME MALVINA BRIEN DIT DESROCHERS, Plaintiff; vs. EVANGELISTE ROUX, Defendant.

A lot of land situate in the third range of the parish of Saint Pierre les Becquets, containing about seventeen arpents in area, known and designated as number two hundred and sixty-eight (268), of the cadastre of said parish—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 14th December, 1899. 4610
[First published, 16th December, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Nicolet, district of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : No. 162. } DAME ZENAIDE POULIN ET VIR, Plaintiffs ; against FRANCOIS FORCIER, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Brigitte des Saults, in the county of Nicolet, south east concession of the Saint Patrick range, containing three arpents in front by about thirty-six arpents in depth, being lot number one hundred and ninety-five (195), of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Brigitte des Saults.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Brigitte des Saults, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 14th December, 1899. 4608
[First published, 16th December, 1899.]

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE TERREBONNE.

Saint-Jérôme, 2 janvier, 1900.

Je donne, par les présentes, avis public, que les terres ci-après mentionnées seront vendues, par encan public, au bureau du conseil municipal du comté de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, le MERCREDI le SEPTIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, au moins deux jours avant le jour ci-dessus, savoir :

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF TERREBONNE.

Saint Jérôme, 2nd January, 1900.

I hereby give public notice, that the lots and parcels of lots thereinafter mentioned will be sold, by public auction, at the municipal county council room, in the town of Saint Jérôme, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parcels of lots hereafter described, unless the same be paid, with costs, two days before the day of the sale aforesaid, to wit :

Dans la municipalité de la partie Est du canton Abercrombie.

In the municipality of the east part of the township of Abercrombie.

Noms.—Names.	Numéro du lot. — Number of the lot.	Rang. — Range.	Canton.—Township.	Taxes municipales — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
				$ cts.	$ cts.	$ cts.
F. X. Dupéré	22*b*	1	Abercrombie	3 96	4 10	8 06
Théodore Sigouin	28*a*	8	Kilkenny	2 30	2 50	4 80
William Weir	22*a*	8	"	2 06	1 25	3 31
William Weir	22*b*	8	"	2 07	1 25	3 32
William Weir	25*a*	8	"	2 53	1 00	3 53
William Weir	25*b*	8	"	2 53	1 00	3 53
William Lynch	19*a*	9	"	19 01	4 13	23 14
Louis Lamoureux	23	8	Abercrombie	12 16	3 90	16 06
Joseph Thibeau	28*a*	9	Kilkenny	2 87	2 75	5 62
Joseph Thibeau	27*a*	9	"	1 53	1 75	3 28
J. W. Molson	22*a*	10	"	8 63	3 00	11 63

Dans la municipalité du village de Sainte-Thérèse de Blainville.—In the municipality of the village of Sainte Thérèse de Blainville.

Nom.—Names.	Numéro du cadastre.—Number of the cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total
		$ cts	$ cts.	$ cts.
Héritiers Harmisdas Roussel.—Heirs Harmisdas Roussel	Partie du No. 16, située en arrière de l'autre partie du No 16 (Louis Denis) à l'ouest de la rue St-Lambert.—Part of No 16, situate in rear of the other part of No 16 (Louis Denis) at the west of St. Lambert street	0 97	1 11	2 08

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Agathe des Monts.—In the municipality of the parish of Sainte Agathe des Monts.

Noms. — Names.	Qualité. — Condition.	Nos. des lots. — No. of the lots.	Range. — Rang.	Canton. — Township.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Frais de perception. — Costs of collection.	Total.
					$ cts.	$ cts.	$ cts.	$ cts.
L. Robert	Comerçant—Merchant	3	5	Beresford	14 31	1 28	7 80	23 39
Pierre Piché, fils	Cultivateur—Farmer.	19, 20b.	7	"	11 45	3 60		15 05
Joseph Paquette	" "	7	4	Doncaster	5 76	7 62	1 70	15 08
François Rochon	CordonnierShoemaker	8	8	"	2 68	1 03	1 40	4 11
Amédé Piché	Cultivateur—Farmer	½ du 3	11	"	2 51	1 25	1 41	3 17
Amédé Piché	" "	7	11	"	13 73	1 96	4 15	19 84

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle.—In the municipality of the parish of Sainte-Adèle.

Noms—Names.	Etat — Condition	Nos. du cadastre. — No of the cadaster.	Rang — Range	Canton. — Township.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total
					$ cts.	$ cts.	$ cts.
Pierre Domitilde Dubois	Cultivateur.-Farmer	5.	10	Morin	24 51	10 80	35 31
Alphonse Forget	" "	19, 20*a*	2	"	8 96	9 90	18 86
Théophile Gauthier	" "	19*b*, 20, 21*a*	3	"	14 47	7 33	21 80
Pierre E. Choquette	" "	5, 6.	6	Wexford	34 68	5 75	40 43
		6.	7	"			
Joseph Belisle	" "	15*a*, 15*b*.	2	Morin	14 93	4 76	19 69

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie.—In the municipality of the parish of Sainte Sophia.

Noms.—Names.	Résidence. — Residence.	No. du cadastre. — No of the cadaster.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Total.
			$ cts.	$ cts.	$ cts.
Succession—Estate John Davis	Mort—Dead.	237	2 23	.....	2 23
Banque—Bank Villemarie	Montreal.	475	2 93	3 50	6 43
Banque—Band Villemarie	"	321	0 55	0 53	1 08

Dans la municipalité du canton de Doncaster.

In the municipality of the township Doncaster.

Noms.—Names.	No. du lot. — No. of the lot.	Rang. — Range.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes	Total.
			$ cts.	$ cts.	$ cts.
Désiré Legault	27	7	6 12	4 47	10 59
Charles Constantineau	39	7	3 75	5 31	9 06

J. E. PREVOST,
Secrétaire trésorier du conseil municipal du comté de Terrebonne.
Secretary-treasurer of the municipal council of the county of Terrebonne.

19-20

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE DRUMMOND.

Aux contribuables et intéressés de la dite municipalité.

AVIS PUBLIC.

Drummondville, 2 janvier 1900.

Avis public est par les présentes donné par moi, Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier de cette municipalité, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans le Palais de Justice, à Drummondville susdit, étant le lieu où se tiennent les sessions du conseil de cette municipalité, le SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires et autres charges auxquelles ils sont affectés et des frais encourus, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND.

To the rate-payers and interested of this municipality.

PUBLIC NOTICE.

Drummondville, 2nd January, 1900.

Public notice is hereby given by me, Joseph Trefflé Caya, secretary treasurer of this municipality, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Court House, at Drummondville aforesaid, being the place where the sessions of the council of this municipality are held, on the SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of the municipal and school taxes and other charges for which they are liable and the costs incurred, to wit :

Dans la municipalité de Wickham Ouest, canton de Wickham.

In the municipality of West Wickham, township of Wickham.

No du rôle d'évaluation. — No. on valuation roll.	No du cadastre. — Cadastral No.	Noms des propriétaires. — Names of owners.	Rangs. — Ranges.	Désignation des terrains. — Designation of the lands.	Étendue. — Extent.	Montant dû. — Amount due.
43	348	Joseph Lafond.....	7	Ptie N. E.—N. E. pt. 25..	1 $\frac{46}{100}$	$ 0 56
92	441	do do	8	Ptie Ctre N. O.—N. W. Cter pt. 25	1	47 29
92	441a	do do	8	Ptie Ctre N. O.—N. W. Cter pt. 25.....	2 $\frac{7}{100}$	
286	687	Veuve — widow Hormisdas Lachapelle	11	½ S. E. ½ N. O.—S. E. ½ N. W. ½ 14.....	41 $\frac{38}{100}$	41 89
309	657	Edouard Laplante.....	11	½ Ctre ½ N. E.—Cter ½ N. E. ½ 21.....	39 $\frac{22}{100}$	55 11
309	659	do do	11	½ S. E.—S. E. ½ 21.....	40 $\frac{48}{100}$	
310	658	Jean-Baptiste Laprade.....	11	½ Ctre ½ S. O.—Cter ½ S. W. ½ 21.....	39 $\frac{22}{100}$	14 43
314	652	Louis Petrius, fils—jr.....	11	¼ N. O.—N. W. ¼ 22	37 $\frac{55}{100}$	27 76

Dans la municipalité des cantons de Wendover et Simpson, canton de Wendover.

In the municipality of the townships of Wendover and Simpson, township of Wendover.

	250	Antoine Salvas.....	5	....	67	19 80
	252	do do	5	....	67	20 18

Canton de Simpson—Township of Simpson.

	14	P. J. Cooke.....	5	.....	195	60 16
	18	.....	5	....	195	23 06
	19	.....	5	....	195	19 13

Dans la municipalité du canton de Kingsey, canton de Kingsey.

In the municipality of the township of Kingsey, township of Kingsey.

404	.....	Héritiers—Heirs Louis Gervais.....	6	Coin N.-O.—N. W. corner 25.....	2	2 22

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE DRUMMOND—*Suite.*

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND—*Continued.*

Dans la municipalité de l'Avenir, canton de Durham.

In the municipality of L'Avenir, township of Durham.

No du rôle d'évaluation. — No. on valuation roll.	No du cadastre. — Cadastral No.	Noms des propriétaires. — Names of owners.	Rangs. — Ranges.	Désignation des terrains. — Designation of the lands.	Etendue. — Extent.	Montant dû. — Amount due.
	246	Joseph Lainé	.....	.....	50	18 01
	415	Joseph R. Picken.....	.....	S.-E.—S. E.....	50	32 54

Canton de Wickham—Township of Wickham.

	38	George Fontaine.....	.....	.....	50	12 51

Dans la municipalité du canton de Durham, canton de Durham.

In the municipality of the township of Durham, township of Durham.

	354	.....	5	.....	3	4 48

Dans la municipalité du canton de Wickham, canton de Wickham.

In the municipality of the township of Wickham, township of Wickham.

	209	John Desrocher.....	4	Ptie S.-E.—S. E. pt. 11..	38	12 69
	247	John Gunn.....	4	½ N.-O.—N. W. ½ 26.....	106	20 13

Dans la municipalité du canton de Grantham, canton de Grantham.

In the municipality of the township of Grantham, township of Grantham.

	Ptie-pt. 45	Omer Auger.....	1	Ptie--pt. 20.....	15	1 58
	63	Alph. Gamelin.....	1	½ S.—S. ½ 27.....	100	15 78

17–18

J. T. CAYA,
Secrétaire-trésorier—Secretary-treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE JACQUES CARTIER.

Avis public est par le présent donné par Joseph Adolphe Chauret, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Jacques-Cartier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au village de la Pointe Claire, à l'Hôtel-de-Ville, MERCREDI, le SEPT MARS prochain, à DIX heures du matin, pour taxes municipales et scolaires dues sur les divers lots plus bas mentionnés, à moins qu'elle ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF JACQUES CARTIER.

Public notice is hereby given by Joseph Adolphe Chauret, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Jacques Cartier, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the village of Pointe Claire, in the City Hall, WEDNESDAY, on the SEVEN MARCH next, at TEN o'clock of the forenoon, for municipal and school taxes due upon the divers lots of land below mentioned, unless they be paid, with costs, before the sale, to wit :

Municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Ile Bizard.

Municipality of the parish of Saint Raphaël de l'Ile Bizard.

Noms.—Names.	Profession.	Résidence.	No du—of cadastre.	Cotisations & Taxes.
Succession — Estate John Wilson....	.....	.....	No. 42	$ 0 43
Succession — Estate Jules Boileau....	.....	(Ile—Island)	No. 154	0 64

Municipalité scolaire de Cartier-Ville, du comté de Jacques Cartier.

School municipality of Cartier-Ville, of the Jacques-Cartier county.

Charles Bergevin....	Sellier-sadler	Montréal	No 8, de la subdivision officielle du No 19, du cadastre de la paroisse de St-Laurent—No. 8, of the official subdivision of No. 19, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages.—Amount of arrears...	$ 0 98
			Mémoire de frais—Costs.	9 05
				$ 10 03
Eugène G. Simard..	Notaire.-Notary	Varennes.....	No 25. de la subdivision officielle du No 19, du cadastre de la paroisse de St-Laurent.—No. 25, of the official subdivision of No. 19, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages — Amount of arrears....	$ 1 78
			Mémoire de frais— Costs.	10 80
				$12 58
Arthur Gendron...	Architecte.—Architect..	Montréal.....	No 37, de la subdivision officielle du No 19, du cadastre de la paroisse de St-Laurent. — No. 37, of the official subdivision of No. 19, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages.—Amount of arrears....	$ 1 58
			Mémoire de frais—Costs.	10 95
				$ 12 53

Municipalité scolaire de Cartier-Ville, du comté de Jacques-Cartier.—*Suite.*

School municipality of Cartier-Ville, of the Jacques Cartier county.—*Continued.*

Noms.—Names.	Profession.	Résidence.	No du—of cadastre.	Cotisations & Taxes.
George Perrault....	Employé civique.—Civic employee.	Longueuil.....	No 87, de la subdivision officielle du No 40, du cadastre de la paroisse de St-Laurent. —No. 87, of the official subdivision of No. 40, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages. — Amount of arrears....	$ 1 58
			Mémoire de frais.-Costs.	8 45
				$10 03
Napoléon Ouimet..	.....	Absent.....	No 21, de la subdivision officielle du No 19, du cadastre de la paroisse de St-Laurent.— No. 21, of the official subdivision of No. 19, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages. — Amount of arrears....	$ 1 98
			Mémoire de frais.-Costs.	12 90
				$ 14 88
Thomas Burns.....	.....	Absent.....	Nos 54, 57 et 58, 61 et 62, de la subdivision officielle du No 19, du cadastre de la paroisse de St-Laurent.—Nos. 54, 57 and 58, and 61, 62, of the official subdivision of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages. — Amount of arrears...	$ 9 33
			Mémoire de frais.-Costs.	12 90
				$ 22 23
J.-Bte. Savage.....	Journalier.—Laborer...	Montréal.....	No 115, de la subdivision officielle du No 44, du cadastre de la paroisse de St-Laurent —No. 115, of the official subdivision of No. 44, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages.— Amount of arrears....	$ 1 58
			Montant des frais-Costs.	5 80
				$ 7 38
J. Stanislas Bousquet.....	Ex-gérant de banque. — Ex menager of bank...	Montréal.....	Nos 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53 de la subdivision officielle du No 44, du cadastre de la paroisse de St-Laurent—Nos. 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53 of the official subdivision of No. 44, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages.— Amount of arrears....	$ 6 50
			Montant des frais-Costs.	2 65
				$ 9 15

Municipalité scolaire de Cartier-Ville, du comté de Jacques-Cartier.—*Suite.*

School municipality of Cartier-Ville, of the Jacques Cartier County.—*Continued*

Noms.—Names.	Profession.	Résidence.	No du—of cadastre.	Cotisations & Taxes.
George Huot.....	.....	Absent.....	No 54, de la subdivision officielle du No 44, du cadastre de la paroisse de St Laurent— No. 54, of the official subdivision of No. 44, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages.—Amount of arrears....	$ 3 50
			Mémoire de frais—Costs.	13 40
				$ 16 90
George Bourgouin..	Employé civil—Civil employee....	Montréal.....	No 22, de la subdivision officielle du No 34, du cadastre de la paroisse de St-Laurent. — No. 22, of the official subdivision of No. 34, of cadastre of the parish of St. Laurent.	
			Montant d'arrérages.—Amount of arrears....	$ 3 58
			Mémoire de frais—Costs.	4 50
				$ 8 08

J. A. CHAURET,
Sec.-Trés. C. M. C. J. C.—Sec.-Treas. M. C. C. J. C.

Donné à Sainte-Geneviève, ce deux janvier mil neuf cent.
Given at Sainte Geneviève, this second day of January, one thousand nine hundred. 9–10

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE BAGOT.

Avis public est par le présent donné, par Pierre Saül Beauregard, soussigné, secrétaire-trésorier, du conseil municipal du comté de Bagot, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la paroisse de Saint-Liboire, dans la maison du comté, au lieu où le conseil municipal du comté de Bagot tient ses sessions, MERCREDI, le SEPTIÈME jour du mois de MARS prochain (1900), à DIX heures du matin, pour les cotisations et charges dues sur divers lots plus bas désignés, à défaut de paiement des taxes auxquels ils sont affectés, et des frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BAGOT

Public notice is hereby given by the undersigned, Pierre Saül Beauregard, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Bagot, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the parish of Saint Liboire, in the county house, at the place where the sessions of the municipal council of the county of Bagot are held, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of the month of MARCH next (1900), at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and charges due upon the several lots hereinafter described, in default of payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton.

In the municipality of the parish of Saint Nazaire d'Acton.

Noms des propriétaires — Names of owners	Numéros officiels des terrains — Official numbers of lands	Montant des taxes — Amount of taxes
Mitchell & Fee.....	370, Saint-Ephrem d'Upton.....	$ 12 40
Alphonse Bergeron.....	154, Saint-Ephrem d'Upton.....	11 93
Joseph Rochefort.....	392, Saint Théodore d'Acton.....	15 82

Donné à Saint-Liboire, ce trois janvier mil neuf cent.
Given at Saint Liboire, this third of January, nineteen hundred.

P. S. BEAUREGARD,
Sec.-trés. du conseil municipal du comté de Bagot.
Sec.-treas. of the municipal council of the county of Bagot.

21—22

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 13 décembre 1899, de nommer M. Louis Boudreau, du village d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, commerçant, percepteur du revenu pour le dit district du Lac Saint-Jean. 67

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 novembre 1899, d'adjoindre MM. Séraphin Buck, cultivateur, et Louis Norbert Fortier, commerçant, tous deux du canton Campbell, bureau de poste "Rapide de l'Orignal," dans le comté d'Ottawa, à la commission de la paix pour le district d'Ottawa. 65

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th of December, 1899, to appoint Mr. Louis Boudreau, of the village of Hebertville, county of Lake Saint John, revenue collector for the district of Lake Saint John. 68

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of November, 1899, to associate Messrs. Seraphin Buck, farmer, and Louis Norbert Fortier, trader, both of the township Campbell, "Rapide de L'Orignal" post office, in the county of Ottawa, to the commission of the peace for the district of Ottawa. 66

Proclamation

Canada, Province de Québec. (L. S.) } L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, *Proc.-Général.* } ATTENDU que J. A Gravel, J. B. Lafleur, L. O. Hétu, H. P. Pepin et L. W. Sicotte, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Montréal, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le dit diocèse catholique romain de Montréal, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse des Saints-Anges de Lachine, et d'annexer à la paroisse de La Présentation de Dorval dans le comté de Jacques-Cartier, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le lot No. 1027, (Ile Dorval), figurant aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine, l'île Bushy, vis-à-vis le lot No. 865, et l'île Dixie, vis-à-vis le lot No. 876, du plan officiel de la susdite paroisse de Saint-Michel ou des Saints-Anges de Lachine.

Les susdites îles sont situées dans le Lac Saint-Louis, en face du village Dorval, et ont une superficie totale de cinquante-cinq (55) arpents et quatre-vingt-dix (90) perches, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse des SAINTS-ANGES DE LACHINE, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse des SAINTS-ANGES DE LACHINE, et annexée à la paroisse de LA PRESENTATION DE DORVAL.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse des SAINTS-ANGES DE LACHINE, ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse

Proclamation

Canada, Province of Quebec. (L. S.) } L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, *Atty.-General.* } WHEREAS J. A. Gravel, J. B. Lafleur, L. O. Hétu, H. P. Pepin and L W. Sicotte, duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Montreal, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of des Saints Anges de Lachine, in the county of Jacques Cartier, in the said roman catholic diocese of Montreal, which they think most expedient to be detached from the said parish of des Saints Anges de Lachine, and to be annexed to the parish of La Présentation de Dorval, in the county of Jacques-Cartier, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The lot No. 1027, (Dorval's Island), figuring on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Lachine, Bushy Island, opposite lot No. 865, and Dixie Island, opposite lot No. 876, of the official plan of the said parish of Saint Michel or des Saints Anges de Lachine.

The said islands are situated in Lake Saint Louis, opposite the village of Dorval, and have a total area of fifty-five (55) arpents and ninety (90) perches, more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of SAINTS ANGES DE LACHINE, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of SAINTS ANGES DE LACHINE, and to be and remain annexed to the parish of LA PRESENTATION DE DORVAL.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said parts of the parish of SAINTS ANGES DE LACHINE, above described, to be detached from the said parish

des SAINTS-ANGES DE LACHINE, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de LA PRESENTATION DE DORVAL.

Et par les présentes, nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse des SAINTS-ANGES DE LACHINE, fera partie de la dite paroisse de LA PRESENTATION DE DORVAL, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

63

of SAINTS ANGES DE LACHINE, and to be and remain annexed to the said parish of LA PRESENTATION DE DORVAL.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of SAINTS ANGES DE LACHINE, to be hereafter part of the said parish of LA PRESENTATION DE DORVAL, for all civil purposes agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

64

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUEBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir

Adj. 6849.

Cameron

La ½ nord du lot 21, du 4e rang, à Léon Richard.
La ½ sud du lot 21, du 4e rang, à Urgèle Brisson.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 4 janvier 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6850.

Doncaster.
8e rang.

Lot 50, à Jos. Régis Giguère et Eloïse Dupras.
Lot 51, à Jos. Régis Giguère.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 3 janvier 1900.

69

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6849.

Cameron.

N. ½ of lot 21, in the 4th range, to Léon Richard.
S. ½ of lot 21, in the 4th range, to Urgèle Brisson.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 4th January, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6850.

Doncaster.
8th range.

Lot 50, to Jos. Régis Giguère and Eloïse Dupras.
Lot 50, to Jos. Régis Giguère.

E. E. TACHÉ
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 3rd January, 1900.

70

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que Raymond F. Préfontaine, avocat, Conseil de la Reine, maire de la cité de Montréal ; Joseph Alexandre Camille Madore, avocat, Conseil de la Reine ; Auguste Réal Angers, marchand ; Octavien Rolland, manufacturier ; Jérémie Louis Décarie, avocat ; Alcide Beauvais, courtier ; James Louis Warren, médecin ; Joseph Alphonse Drouin, avocat, tous des cité et district de Montréal, et Paul Vilmond Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, et John Warren, marchand, de la Pointe à Pic, dans le district de Charlevoix, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant en compagnie eux, et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de " The Labrador Electric Light & Power Company," pour les fins suivantes :

1° Acquérir et développer des pouvoirs d'eau sur la rivière Malbaie, dans la province de Québec ; d'acheter et d'exproprier des terrains nécessaires pour construire et mettre en opération des travaux pour produire l'électricité pour lumière, chauffage et pouvoir pour la distribuer et vendre, et pour construire, exploiter et louer des chemins de fer et tramways électriques dans les comtés de Charlevoix, Chicoutimi et Saguenay ; d'acquérir, construire et maintenir des travaux d'électricité ; d'acquérir, construire et maintenir des aqueducs dans les dits comtés.

2° Le droit de faire des affaires de manufacture de pulpe et papier dans toutes ses branches ; d'acheter, vendre des limites à bois et bois, et en faire le commerce ; d'ériger et construire des moulins à scie ; de manufacturer le bois et faire le commerce de bois dans toutes ses branches ; de bâtir, construire et mettre en opération pour ces sortes d'affaires, des bateaux à vapeur, des barges et autres vaisseaux ; de bâtir, ériger, construire et vendre ou louer des maisons, hangars, magasins pour ses employés et autres, et de faire en général les affaire de marchands et commerçants de provisions et des marchandises de toutes sortes ; d'emprunter de l'argent et le garantir sur des débentures portant hypothèque ou autrement ; d'augmenter le fonds social de la compagnie et le pouvoir de faire et offrir toutes choses qui peuvent être nécessaires aux dits objets.

Daté à Montréal, ce vingt-septième jour de décembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

DROUIN & LAMARCHE,
39 Solliciteurs des requérants.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par et en faveur de l'Honorable Pierre Garneau, Victor Chateauvert, écuyer ; John T. Ross, écuyer ; l'Honorable Jules Tessier et l'Honorable John Sharples, tous de la cité de Québec, colonel James McNaught, de la cité de New-York, et Henry H. Melville, écuyer, de Boston, et telles autres personnes qui pourront s'associer avec eux, pour obtenir un acte d'incorporation sous le nom de "The Great Northern Elevator Company", dans le but de construire, posséder et louer des élévateurs dans les cité et district de Québec et de faire les affaires de compagnie d'élévateur dans le port de Québec et ailleurs.

CARON, PENTLAND & STUART.
Québec, 3 janvier 1900 57

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par l'Eglise Presbytérienne en Canada, pour obtenir un acte afin d'incorporer certaines personnes et leurs successeurs en corps politique et incorporé sous le nom de " The Board of Trustees of the Presbyterian Church in Canada".

HUTCHINSON & OUGHTRED,
Solliciteurs de la requérante.
Montreal, 2 janvier 1900. 47

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Raymond F. Préfontaine, advocate, Queen's Counsel, mayor of the city of Montreal ; Joseph Alexandre Camille Madore, advocate, Queen's Counsel ; Auguste Réa Angers, merchant ; Octavien Rolland, manufacturer ; Jérémie Louis Décarie, advocate ; Alcide Beauvais, broker ; James Louis Warren, physician ; Joseph Alphonse Drouin, advocate, all of the city and district of Montreal, and Paul Vilmond Savard, advocate, of the town of Chicoutimi, district of Chicoutimi ; and John Warren, merchant, of the Pointe à Pic, in the district of Charlevoix, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate themselves in a company, and those who may joint them under the name of " The Labrador Electric Light & Power Company ", for the following intentions :

1. Acquire and develop water powers on the Murray Bay river, in the province of Quebec ; to purchase and expropriate lands necessary to build and put in operation works to produce electricity for lighting, heating and power to distribute and sell it, and to build, work and rent electric tramways and railways in the counties of Charlevoix, Chicoutimi and Saguenay ; to acquire, build and maintain electrical works ; to acquire, build and maintain aqueducs in any of the said counties.

2. The right to do business of manufacturing pulp and paper in all its branches ; to purchase, sell and deal in timber limits and timber, and to erect and construct saw mills ; and to carry on the manufacture of lumber and conduct the business of lumbering in all its branches ; to build, construct and operate in connection with its business steamboats, barges and other vessels ; to build, erect, construct and sell or lease dwelling houses, stores and shops to its employees and others ; to operate and carry on the business of general store keepers and dealers in supplies and general merchants ; to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise ; and to increase the capital stock of the company, and with power to do and acquire all things necessary for the aforesaid purposes.

Dated at Montreal, this twenty-seventh day of December, one thousand eight hundred and ninety-nine.

DROUIN & LAMARCHE,
40 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by and on behalf of the Honorable Pierre Garneau, Victor Chateauvert, esquire ; John T. Ross, esquire ; the Honorable Jules Tessier and the Honorable John Sharples, all of the city of Quebec, colonel James McNaught, of the city of New York, and Henry H. Melville, esquire, of Boston, and such other persons as shall become associated with them, for an act of incorporation, under the name of the Great Northern Elevator Company, for the purpose of building, owning and leasing elevators in the city and district of Quebec and carrying on the business of an elevator company at the port of Quebec and elsewhere.

CARON, PENTLAND & STUART.
Quebec, 3rd January, 1900. 58

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, by the Presbyterian Church in Canada, for an act to incorporate certain persons and their successors as a body politic and corporate, under the name of the Board of Trustees of the Presbyterian Church in Canada.

HUTCHINSON & OUGHTRED,
Solicitors for applicant.
Montreal, 2nd January, 1900. 48

Avis Divers

Province de Québec, District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 409.

Dame Léda Sévigny, de Disraëli, dans le district de Saint-Francois, épouse de Louis Gilbert, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Gilbert, manufacturier, de Disraëli, susdit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 janvier 1900.

J. A. CHICOYNE,
Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 3 janvier 1900. 59

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, District of Saint Francis. } *Superior Court*
No. 409.

Dame Léda Sévigny, of d'Israëli, district of Saint Francis, wife of Louis Gilbert, manufacturer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs

Louis Gilbert, manufacturer, of d'Israëli, in said district, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 3rd January, 1900.

J. A. CHICOYNE,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 3rd January, 1900. 60

Avis de Faillites

Province de Québec, District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Eugène Raymond, Sainte-Anne de Beaupré, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 janvier 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 janvier 1900. 61

Bankrupt Notices

Province of Quebec, District of Quebec. } *Superior Court.*

In the metter of Eugène Raymond, Sainte Anne de Beaupré, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 22nd day of January, 1900, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 4th January, 1900. 62

Règle de Cour

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } *Cour de Circuit.*
No 89.

Saint-Hyacinthe, vingt-sept décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Présent : L'honorable LOUIS TELLIER, J. C. S. (en Chambre).

Pierre *alias* Jean Baptiste Delâge, cultivateur, de Saint-Dominique, Demandeur ;

vs.

Charles Philie, Défendeur ;

et No 161.

Le même demandeur, Demandeur;

vs.

Joseph Robitaille, de la cité de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Il est ordonné par le juge, sur requête du demandeur, et la faillite alléguée du défendeur, Joseph Robitaille, que les créanciers de ce dernier, qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, soient notifiés et requis par deux publications, dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Quebec*, de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la dite *Gazette Officielle de Quebec*, conformément aux dispositions de l'article 673 du code de procédure civile.

ROY & BEAUREGARD,
7 P. C. S.

Rule of Court

Province of Quebec, District of Saint Hyacinth. } *Circuit Court.*
No. 89.

Saint Hyacinth, the twenty-seventh day of December, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Present : The Hon. Mr. Justice LOUIS TELLIER, (in Chamber).

Pierre *alias* Jean Baptiste Delâge, farmer, of Saint Dominique, Plaintiff ;

vs.

Charles Philie, Defendant.

and No. 161.

The said plaintiff, Plaintiff ;

vs.

Joseph Robitaille, of the city of Saint Hyacinth, Defendant.

It is ordered by the judge, on motion of the plaintiff, and the alleged insolvency of the defendant, Joseph Robitaille, that the creditors of the said Robitaille, who have not already filed their claims, be notified and required by two publications, in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in said *Quebec Official Gazette*, in accordance with the provisions of article 673 of the code of civil procedure.

ROY & BEAUREGARD,
8 P. S. C

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 1

ANNONCEURS : — *Avis aux :* — Concernant avis, etc., 1.

AVIS :—Date de réception des bills privés, 2.

BARREAU : — *Section de Bedford :*—Candidat à la pratique, 21.
Section de Montreal :—Candidats pour admission à la pratique, 21 ; Candidats pour admission à l'étude du droit, 20.
Section de Quebec : — Candidats pour admission à la pratique du droit, 20.

BILLS PRIVÉS, P. F. :—*Avis au sujet des :*—Chambre des Communes, 3 ; Sénat, 3 ; Sénat et Chambre des Communes, 2.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des :*—Assemblée législative, 5 ; Conseil législatif, 4.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre H. P. Lefebvre arpenteur, 13 ; Admettre Thomas Côté avocat, 10 ; Amender charte Cie de chemin de fer de Jonction de Napierville, 8 ; Amender charte corporation de la cité de Sherbrooke, 10 ; Amender charte de la cité de Saint-Henri, 14 ; Amender charte de la ville de Chicoutimi, 12 ; Amender charte de la ville de Maisonneuve, 11 ; Amender charte de la ville de Saint-Louis, 12 ; Annexer territoire à la municipalité du village de Villeray, 13 ; Autoriser F. C. Henchaw à vendre sa part indivise de mineur, 9 ; Autoriser la cité de Québec à accorder exemption de taxes au Grand Nord, 13 ; Autoriser Mechanic's Institute à emprunter, 13 ; Bishop's College, 14 ; Bureau des commissaires catholiques romains de la cité de Montréal, 7 ; Canadian Electric Light Co, 10 ; Corporation de la paroisse de Beauport, 8 ; Corporation de la paroisse Saint-Etienne de Lauzon, 8 ; Desbiens, Lévesque & Cie, 18 ; Diviser bureau d'enregistrement, comté de Nicolet, 8 ; Dominion Abattoir and Stock Yards Coy, 10 ; Incorporer La Presse Co., 14 ; La Cie de Téléphone de Métis, 9 ; La Cie du chemin de fer Quebec Central, 11 ; La Cie du conservatoire de Montréal, 8 ; Les syndics du S. C. de Jésus de Montréal, 13 ; Petrolium Oil Trust, 11 ; Presbyterian Church in Canada, 46 ; Royal Trust Coy, 2225; Succession Léon Prud'homme, 12 ; The Catholic Sailors' Club, 9 ; The Great Northern elevator Coy, 46 ; The Labrador Electric Light and Power Coy, 46 ; The Montreal Investment Freehold Coy, 11 ; The Saint Francis Bridge Coy, 14 ; The Transit Insurance Coy, 9.

ERRATUM :—Cour des commissaires de Saint-André: —Lire Alexis Robillard, snr, au lieu de Alexis Robillard, jnr, 7.

FAILLIS :—Bélanger, 21 ; Buzzell & Co, 22 ; Desrochers, 22 ; Douglas, 22 ; Duguay & Cie, 22 ; Labelle & Deschamps, 22 ; Raymond, 47.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Cie typographique des Cantons de l'Est, 19 ; Scotstown Mills Coy, 17.

NOMINATIONS :—*Juges de paix :*—District d'Ottawa, 44.
Percepteur du Revenu :—District du Lac Saint-Jean, 44.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ADVERTISERS : — *Notice to :* — Respecting notices, &c, 1.

NOTICE :—Date of reception of private bills, 2.

BAR :—*Section of Bedford :* — Candidate to the practice, 21.
Section of Montreal : — Candidates for admission to the practice, 21 ; Candidates for admission to study law, 20.
Section of Quebec : — Candidates for admission to practice law, 20.

PRIVATE BILLS, F. P. : — *Notice respecting the :* — House of Commons, 3 ; Senate, 3 ; Senate and House of Commons, 2.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the :*— Legislative Assembly, 5 ; Legislative Council, 4.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE —To admit H. P. Lefebvre land surveyor, 13 ; To admit Thomas Côté advocate, 10 ; To amend charter The Napierville Junction Railway Coy, 8 ; To amend charter corporation of the city of Sherbrooke, 10 ; To amend charter of the city of Saint Henri, 14 ; To amend charter of the town of Chicoutimi, 12 ; To amend charter of the town of Maisonneuve, 11 ; To amend charter of the town of Saint Louis, 12 ; To annex territory to the municipality of the village of Villeray, 13 ; To authorize F. C. Henchaw to sell his undivided share of minor child, 9 ; To authorize the city of Quebec to give exemption of taxes to the Great Northern, 13 ; To authorize Mechanics Institute to borrow money, 13 ; Bishop's College, 14 ; Bureau des commissaires catholiques romains de la cité de Montréal, 7 ; Canadian Electric Light Coy, 10 ; Corporation of the parish of Beauport, 8 ; Corporation of the parish Saint Etienne de Lauzon, 8; Desbiens, Lévesque & Cie, 18 ; To divide the registration office, county of Nicolet, 8 ; Dominion Abattoir and Stock Yards Coy, 10 ; To incorporate La Presse Coy, 14 ; Telephone Company of Metis, 9 ; Quebec Central Railway Coy, 11 ; La Cie du conservatoire de Montréal, 8 ; The trustees of S. C. de Jésus of Montreal, 13 ; Petrolum Oil Trust, 11 ; Presbyterian Church in Canada, 46 ; Royal Trust Coy, 2225 ; Estate Léon Prud'homme, 12 ; The Catholic Sailors' Club, 9 ; The Great Northern Elevator Coy, 46 ; The Labrador Electric Light and Power Coy, 46 ; The Montreal Investment Freehold Coy, 11 ; The Saint Francis Bridge Coy, 14 ; The Transit Insurance Coy, 9.

ERRATUM :—School commissioners of Saint Andrew —Read Alexis Robillard, snr, instead of Alexis Robillard, jnr, 7.

INSOLVENTS :—Bélanger, 21 ; Buzzell & Co, 22 ; Desrochers, 22 ; Douglas, 22 ; Duguay & Cie, 22 ; Labelle et Deschamps, 22 ; Raymond, 47.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Cie typographique des Cantons de l'Est, 19 ; Scotstown Mills Coy, 17.

APPOINTMENTS :—*Justices of the peace* :—District of Ottawa, 44.
Collector of Revenue : — District of Lake Saint John, 44.

PROCLAMATION —Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 1 ; Partie de la paroisse des Saints Anges de Lachine annexée à la paroisse de la Présentation de Dorval, 44.

RATIFICATION :—Three Rivers Iron Works Coy, 18.

RÈGLE DE COUR :—Delâge vs Philie *et al*, 47.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Dubé vs Caron, 17 ; Gagnon vs Dufresne, 15 ; Kemp vs Henry-Hardy, 15 ; Lamontagne vs Kearney, 16 ; Leblanc vs Desjardins, 15 ; Lemay vs Lemay, 17 ; Loiselle vs Caillé, 16 ; Myler vs Huot, 14 ; Sévigny vs Gilbert, 47 ; Thompson vs O'Dell, 16.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Brown vs McLaughlin, 16 ; Hooper vs Morton, 15 ; Tétreault vs Brouillette, 15 ; Wilson vs Jeannette, 16.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* : — Cantons Cameron, 45 ; Doncaster, 45

VENTE DE FAILLITE :—Lamoureux, 23.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES : — Bagot, 43 ; Drummond, 39 ; Co. Jacques-Cartier, 41 ; Terrebonne, 36.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCE :—Beaudoin vs Laflamme, 24 ; Labrecque ès-qual. vs Lapointe, 23.

BEDFORD —Powell vs Foster, 24.

CHICOUTIMI :—Bédard *et al* vs Hudon, 24 ; Desbiens vs Desbiens, 25.

IBERVILLE :—Bissaillon vs Pousquet, 25

MONTMAGNY :—Delle Rousseau vs Labrecque, 26 ; Morin vs Robin, 26

MONTRÉAL .—Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Benoit, *et al*, 26 ; Halstead vs Guerin, 27 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien, vs Jacob, 28 ; Saint Germain vs Legault, 28 ; The Montreal Loan Mortgage Coy vs Dme Vézina, 27 ; Villeneuve vs Tétreault, 29.

OTTAWA :—Dme Noël vs Madère, 30 ; Fleming vs Dme Brigham, 30 ; Lahaie vs Birobeau *et al*, 31 ; La Banque Jacques Cartier vs Dme Brigham, 30.

QUÉBEC :—Hough vs Charlebois, 32 ; La cité de Québec vs Lelièvre, 33 ; Mailloux vs Beaucage, 32.

RICHELIEU :—La cité de Sorel vs Foxbrooke, 33.

SAINT-HYACINTHE :—Ledoux vs La Cie du chemin de fer des Comtés Unis, 34 ; Rainville vs Caillé, 34 ; Terroux vs Benjamin *et al*, 34 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Bouchard, 33.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Brien vs Roux, 35 ; Poulin vs Forcier, 35.

QUÉBEC : —Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellence Majesté la Reine.

PROCLAMATIONS —Parliament convoked for dispatch of business, 1 ; Part of the parish of Saints Anges de Lachine annexed to the parish of La Présentation de Dorval, 44.

RATIFICATION :—Three Rivers Iron Works Coy, 18.

RULE OF COURT :—Delâge vs Philie *et al*, 47.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Dubé vs Caron, 17 ; Gagnon vs Dufresne, 15 ; Kemp vs Henry-Hardy, 15 ; Lamontagne vs Kearney, 16 ; Leblanc vs Desjardins, 15 ; Lemay vs Lemay, 17 ; Loiselle vs Caillé, 16 ; Myler vs Huot, 14 ; Sévigny vs Gilbert, 47 ; Thompson vs O'Dell, 16.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dmes Brown vs McLaughlin, 16 ; Hooper vs Norton, 15 ; Tétreault vs Brouillette, 15 ; Wilson vs Jeannette, 16.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :— Townships Cameron, 45 ; Doncaster, 45.

INSOLVENT'S SALE :—Lamoureux, 2413.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES —Bagot, 43 ; Drummond, 39 ; Co. Jacques Cartier, 41 ; Terrebonne, 36.

SHERIFF'S SALES

BEAUCE :—Beaudoin vs Laflamme, 24 ; Labrecque ès *qual.* vs Lapointe, 23.

BEDFORD :—Powell vs Foster, 24.

CHICOUTIMI —Bedard *et al* vs Hudon, 24 ; Desbiens vs Desbiens, 25.

IBERVILLE :—Bissaillon vs Bousquet, 25.

MONTMAGNY :—Dlle Rousseau vs Labrecque, 26 ; Morin v. Robin, 26.

MONTREAL :—Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Benoit *et al*, 26 ; Halstead vs Guerin, 27 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Jacob, 28 ; Saint Germain vs Legault, 28 ; The Montreal Loan Mortgage Coy vs Dme Vézina, 27 ; Villeneuve vs Tétreault, 29.

OTTAWA :—Dme Noël vs Madère, 30 ; Fleming vs Dme Brigham, 30 ; Lahaie vs Birobeau *et al*, 31 ; La Banque Jacques Cartier vs Dme vs Dme Brigham, 30.

QUEBEC :—Hough vs Charlebois, 32 ; La cité de Québec vs Lelièvre, 33 ; Mailloux vs Beaucage, 32.

RICHELIEU :—La cité de Sorel vs Foxbrooke, 33.

SAINT HYACINTH :—Ledoux vs The United Counties Railway Company, 34 ; Rainville vs Caillé, 34 ; Terroux vs Benjamin *et al*, 34 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Bouchard, 33.

THREE RIVERS :—Dme Brien vs Roux, 35 ; Poulin vs Forcier, 35.

QUEBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to Her Most Excellent Majesty the Queen.